Vol. 4 • No. 40 • Du 20 au 26 Avril 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

MARTELLY CONVOQUÉ À WASHINGTON !

Voir page 4

Joseph Michel Martelly, le 56e président d'Haïti nommé par la Communauté Internationale, a été convoqué à Washington par les membres de l'administration d'Obama, qui vont le mettre au pas.



Les victimes des atrocités de la dictature de Jean Claude Duvalier continuent de se mobiliser pour le jugement du dictateur



Konfli ki opoze direktè TNH la ak anplwaye li revoke yo ap vale teren

Page 6



Conseil de Premier piège, la désignation du Premier ministre

Page 7



Derrière la démocratie états-unienne : l'État profond Un entretien avec Peter Dale Scott

Page 10



Au Burkina Faso, la mutinerie gagne la province

Page 17

Rivalités pour le pouvoir et alliance contre les masses populaires !

Par Berthony Dupont

Il est primordial de dénoncer le danger en cours actuellement avec les rivalités qui prennent place déjà pour le pouvoir. Elles trahissent les contradictions sociales et politiques poursuivies tout au cours de l'histoire du pays jusqu'à conduire les classes dominantes à la création en 1879 de deux partis opposés : Le Libéral et le National. Le pouvoir aux plus capables fut le slogan du parti Libéral et le pouvoir au plus grand nombre celui du parti National. Ainsi, dans la période allant de 1911 à 1915, ces antagonismes ont atteint un degré d'acuité tellement défavorable à la nation qu'ils débouchèrent sur la débâcle qui engendra depuis lors, la mainmise de l'impérialisme nord-américain sur le pays.

Bien avant le départ de Jean-Claude Duvalier le 7 février 1986, régime que soutenaient les pays occidentaux, l'oligarchie haïtienne était déjà composée en quelque sorte du secteur de la bourgeoisie compradore, représentée par le jean-claudisme et d'un autre secteur identifié aux grandons, représentant l'aile dure de la droite extrême, réactionnaire d'où est sorti le duvaliérisme ou secteur macoute. A ce carrefour, l'alliance Bennett-Duvalier symbolisait nettement l'entente et la solidarité entre ces deux forces au sein des classes dominantes : les féodaux et les compradores. Cependant ces deux branches rivales n'ont aucune divergence fondamentale, toutes leurs luttes tournent simplement autour du contrôle du pouvoir.

De ce fait, le gouvernement de Michel Martelly ne sera autre qu'une alliance entre les bourgeois et les macoutes, en d'autres termes on pourrait même dire un marchandage entre les dinosaures du duvaliérisme et ceux du jean-claudisme. Cette nouvelle coalition des élites sera dirigée essentiellement contre les masses des campagnes et des villes exclues du système depuis belle lurette, ce que viennent d'illustrer les dernières mascarades électorales de la Communauté Internationale.

L'impérialisme, en quelque sorte, l'allié naturel de ces deux forces, est là pour aider la classe dominante à réorganiser la politique du pays de façon à tenir intacte la capacité de répression et d'exploitation du peuple. C'est pourquoi il définit clairement les tâches de chacun des protagonistes. Dans ce sens, il utilise le secteur macoute pour être les hommes de main, instrument de répression pour en faire des escadrons de la mort, tout en évitant de les mettre aux postes de commande qu'il réserve au secteur de la bourgeoisie; et c'est dans cette optique qu'il faut comprendre les raisons pour lesquelles l'ancien Président américain, Bill Clinton, co-président de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), a exprimé à M. Martelly le souhait de le voir maintenir à son poste, l'actuel Premier ministre, Jean-Max Bellerive pour la continuité du régime en lieu et place d'un homme de la trempe du bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Gervais Charles, actuel avocat du dictateur Jean Claude Duvalier et conseiller juridique de Michel Martelly, pour être Chef de gouvernement.

Vu que Charles n'est autre que le jeune frère du Dr René Charles, le médecin personnel de François Duvalier, il ne peut qu'avoir pataugé dans les idéaux du macoutisme. Etant donc grand et fin connaisseur de cette idéologie, il ne pouvait être que le représentant idéal de ce secteur de la classe moyenne, lié aux féodaux. Et comme ce secteur a toujours prôné un faux nationalisme, c'est dans cet esprit que les idéologues duvaliéristes ont fait dire à Martelly :« *ce n'est pas à M Clinton de me dire qui il souhaite comme Premier Ministre*».

Ainsi, dans cette foulée est né le bras de fer entre l'impérialisme et les macoutes qui a occasionné la rencontre entre Préval et Martelly. Préval en tant que bon indigène de service, bon esclave, bon élève du colon, sait comment manœuvrer pour satisfaire ses maîtres. Voilà pourquoi on lui a donné la tâche de préparer le nouvel élève, afin qu'il s'accommode sans aucune réticence, sans inconvénient des diktats de l'Empire colonial. C'est dans cette optique que Préval déclara au sujet de sa rencontre avec Martelly « *J›aimerais aider* [...] *je suis totalement ouvert, je suis à sa disposition pour l'aider à réussir* [...] *nous n'avons plus besoin de divisions, nous voulons que le pays réussisse* [...] *ce n'est pas seulement Michel Martelly ou René Préval nous devons tous nous rassembler pour que le pays avance* [...] *Je promets à Michel que je vais travailler avec le Parlement pour qu'il y ait une collaboration efficace de sorte que le Parlement et le nouveau Président puissent développer le pays et le faire avancer.* » Et Martelly lui-même d'enchaîner : « *le Président m›a dit qu›il y a des choses qui sont compliquées, d›autres qu›il faut éviter* [...]»

Sans aucun doute c'est l'engrenage macoutique que Préval veut éviter à Martelly. Mais il va certainement l'aider afin qu'il réussisse comme lui dans la vente en douceur du pays. Ce n'est pas le fruit du hasard si le parti de Préval, la plateforme d'*Inite*, ainsi que celle de l'Alternative et d'*Ansanm nou fò*, offrent leur collaboration à Martelly, puisqu'elles sont toutes les trois logées à la même enseigne politique.

C'est toujours dans ce même contexte, marqué par la lutte commencée entre la bourgeoisie et les macoutes au sein du nouveau régime que Michel Martelly a été convoqué à Washington en se faisant accompagner de Grégory et Thierry Mayard Paul, Daniel-Gérard Rouzier, Wilson Laleau représentant la bourgeoisie, et Stanley Lucas du camp macoute. Lucas qui a si bien servi contre les intérêts des masses haïtiennes.

A ce compte, il faut savoir que ce n'est pas réellement autour de Martelly que se fait ce consensus, mais bien autour des projets politiques des forces occupantes. En vérité, ce sont elles qui assureront le rôle d'arbitre, de dirigeants qui s'en iront garantir le maintien du consensus. Pas Michel Martelly. Il ne sera qu'un simple figurant pour ne pas dire une marionnette aux services des classes dominantes, luttant pour le contrôle du pouvoir.

Enfin, l'objectif primordial et ultime de cette coalition est de désorganiser les classes populaires en sorte qu'elles ne puissent développer aucune alternative concrète et sérieuse au pouvoir de l'oligarchie. Mais en dépit de tout, il n'en reste pas moins que ces contradictions à l'intérieur du monde impérialiste et des classes dominantes, contradictions d'ailleurs souvent partagées entre des tentatives diverses, tendront quand même à exaspérer la conscience nationale d'où sortiront des positions qui feront à l'avenir que les classes populaires et progressistes s'imbriquent et se complètent pour la libération nationale.



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

NATCOM frappée par un mouvement de grève

Par Jackson Rateau

Depuis la semaine dernière, la National Communication (NATCOM) est rudement éprouvée par un mouvement de grève des employés au niveau de la région métropolitaine. La Télécommunication d'Haïti (Téléco), après avoir été acquis par la société vietnamienne « Viettel », est devenue NATCOM. La grève semble s'étendre à beaucoup d'autres filiales de la compagnie, établies en province.

Pour les grévistes de la centrale de Pétion-Ville qui réclament 36 mois de salaires, de frais de dédommagement, ils n'ont trouvé qu'un appui partiel de solidarité de la part de leurs collègues basés en province. « *Il n'y a que les employés de la NATCOM au niveau de la région métropolitaine qui participent à ce mouvement de grève* », ont-ils déclaré tour à tour. Cependant, les employés et techniciens de la NATCOM de quelques villes de province, ont confirmé être solidaires de ce mouvement. « *Effectivement, nous avons arrêté de travailler depuis le début de cette semaine, ce, dans le souci de soutenir nos collègues de Port-Au-Prince, car nous aussi, nous sommes concernés par cette situation* », a déclaré Jean Pierre, un technicien de la filiale NATCOM du Cap-Haïtien.

« *Toutefois, les employés de la section administrative n'ont pas chômé* », a-t-il ajouté.

Le vendredi 15 avril dernier, les employés de la filiale NATCOM de la ville des Cayes, ont confirmé leur adhésion au mouvement en soutenant qu'ils regardent dans la même direction que leurs collègues de Port-Au-Prince, savoir le paiement sans condition et du dédommagement des 36 mois de salaire.

« *Les demandes des employés de la NATCOM des Cayes ne sont pas différentes de celles de nos collègues de Port-Au-Prince. Nous avons le même statut, les mêmes revendications : le paiement des frais de dédommagement* », a indiqué Guillaume, un des techniciens du Sud.

Les employés grévistes de la NATCOM de Mirebalais, indécis, se disent très concernés de la cause de leur communauté. Ainsi, ils n'observent que partiellement la grève.« *Conscients de la situation précaire de Mirebalais en matière de communication, nous sommes un peu flexibles dans le respect de l'arrêt de travail entamé par nos collègues de Port-Au-Prince et d'autres villes de province* », a déclaré Pedro qui est un technicien travaillant pour la NATCOM de Mirebalais. « *Nous sommes des victimes aussi. Nous avons le même statut que tous les autres employés, peu importe le lieu d'affectation. Donc, notre position en terme de revendication ne saurait être le contraire* », a-t-il ajouté.

Dans un accord signé entre le Viettel et l'Etat haïtien en 2009, les deux parties s'étaient mises d'accord sur deux plans. Un plan A, comme décrit dans le code du travail haïtien, qui prévoit un préavis calculé sur la base de l'ancienneté de l'employé dans la compagnie, un boni allant de janvier à mai 2010, le congé pour l'année en cours et une prime de séparation de 12 mois de salaire. Ce plan A est déjà appliqué à tous les employés ayant accepté celui-ci.

Un plan B selon lequel une prime de participation au processus de 3 mois de salaire (jouissance d'ancienneté) est accordée, une garantie d'emploi de 12 mois, avec précision d'éventuelle révocation. Ce plan B devra arriver à terme le 31 août 2011.

Ainsi donc, tous les employés de la NATCOM (grévistes ou non grévistes) sont en danger. Le résultat de leur lutte déterminera leur avenir dans la compagnie.



La Télécommunication d'Haïti (Téléco), après avoir été acquis par la société vietnamienne « Viettel », est devenue NATCOM



Des employés de la NATCOM en grève !

Martelly convoqué à Washington !

Pour la continuité du régime de Préval

Par Yves Pierre-Louis

En attendant la publication des résultats définitifs des mascarades du 20 mars dernier, prévus pour le mercredi 20 avril, un mois exactement après, qui vont définitivement déclarer Joseph Michel Martelly 56e président d'Haïti, celui-là a été convoqué à Washington par les membres de l'administration d'Obama, qui vont le mettre au pas. Au cours de sa visite, il a rencontré la secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Hillary Clinton et d'autres membres des institutions financières internationales telles : la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international (FMI).

Michel Martelly a plaidé en faveur de la réconciliation et d'une amnistie en faveur des deux anciens présidents d'Haïti : Jean Claude Duvalier et Jean Bertrand Aristide. Cette question d'amnistie évoquée par le prochain président est une stratégie pour blanchir l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier de toutes les atrocités commises sur des milliers de victimes et pour maintenir la culture de l'impunité en Haïti. Aucune plainte n'a été déposée jusqu'à date contre l'ex-président Aristide, tandis que, des plaintes ont été déposées contre l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier et il a été formellement inculpé. Un chef d'Etat a le privilège d'accorder une amnistie à des personnes condamnées et l'amnistie doit être accordée dans le cadre d'une loi et non pas par des déclarations verbales.

Avant de quitter Haïti, le vendredi 15 avril, il a rencontré le président sortant René Préval à la résidence de ce dernier à Laboule où ces deux hommes ont passé plus de deux heures de temps à discuter des grands dossiers de l'Etat. La question de cohabitation entre la présidence de Michel Martelly et le Parlement dominé éventuellement par la majorité des sénateurs et députés de la plateforme politique INITE de René Préval. L'INITE a déjà une majorité absolue au Sénat de la République avec 16 sénateurs et une majorité à la Chambre des députés. René Préval a montré très clairement que l'INITE va effectivement contrôler le prochain Parlement haïtien. Dans ce sens, il a conseillé à Martelly de mettre l'accent sur la nécessité d'harmoniser les relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. *« J'ai promis à Michel de travailler avec les parlementaires pour qu'il y ait une collaboration efficace »,* a conseillé René Préval à Joseph Michel Martelly.

De ce fait, René Préval a fait savoir à Michel Martelly que le choix d'un Premier ministre ne sera pas facile pour le nouveau président. Alors que la constitution haïtienne de 1987, dans son article 137 stipule : *« Le président de la République choisit un Premier ministre parmi les membres du parti ayant la majorité au Parlement. A défaut de cette majorité ; le président de la République choisit son Premier ministre en consultation avec le président du Sénat et celui de la Chambre des députés. »* Quant au nouveau président, Michel Martelly, il semblerait qu'il a compris les conseils du président sortant, il a fait savoir qu'il a beaucoup appris, tout en déclarant : *« Il n'y a pas eu de conflit personnel avec René Préval. L'important est d'unir nos forces pour lancer le pays sur la voie du progrès ».* Donc un accord tacite a été dégagé entre le président de Repons Peyizan et de celui de la Plateforme INITE pour faciliter la désignation d'un Premier ministre et la formation d'un nouveau gouvernement, qui pourrait être la « continuité dans le changement. » La continuité de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) et le changement de la direction politique du pays vers l'extrême droite macouto-bourgeoise qui prône l'idée de reconstituer les forces armées d'Haïti « Kraze zo » pour le malheur du pays et du peuple haïtien. Le peuple haïtien veut effectivement le changement, mais un changement qui va dans le sens de la satisfaction des droits sociaux économiques, le respect de la liberté d'expression et de la justice sociale.

Dans cet ordre d'idées, il y a les promesses fallacieuses de changement de système par un ancien membre de FAD'H et le porte parole du bras armé de la convergence démocratique (GNB), Guy Philippe, qui a facilité le coup d'Etat/kidnapping contre un président démocratiquement élu pour un mandat de cinq ans. Le samedi 16 avril 2011, sur les ondes de Radio Kiskeya, le chef des assaillants commandité par les Etats-Unis et la France, Guy Philippe a déclaré : *« Le FRN a par contre soutenu la candidature de Michel Martelly en raison de ses promesses de rupture avec le système politique actuel et de gratuité de l'école dans tout le pays. »*

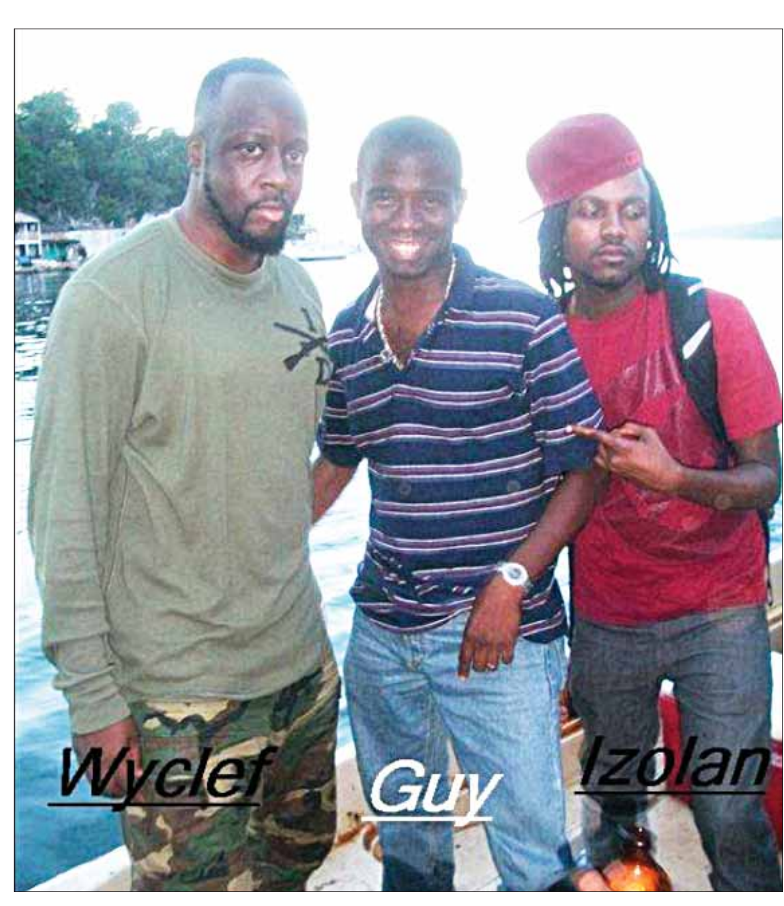
En ce sens, il appelle le prochain chef de l'Etat à tenir ses promesses en optant clairement pour les intérêts du pays contre ceux de la Communauté internationale et des secteurs mafieux locaux. Il a profité également de l'occasion pour mettre le prochain président en garde contre ces derniers qui ont financé le coup d'Etat de 2004 et qui ont toujours l'art de prendre en ôtage des chefs d'Etat haïtien. Le premier voyage de Joseph Michel Martelly en tant que président élu à Washinton n'entrera-t-il pas dans cette combine ? Il est certain que Michel Martelly reçoit les diktats de l'administration de Barack Obama pour la continuité de la politique de domination, d'exploitation, d'exclusion, de discrimination des grandes puissances impérialistes contre le peuple haïtien.



De gauche à droite Michel Martelly, Elisabeth Préval, Sophia Martelly et René Garcia Préval à la résidence de ce dernier à Laboule



De gauche à droite : Michel Martelly, Jean-Max Bellerive et René Préval à la résidence de ce dernier à Laboule



De gauche à droite Wyclef, Guy Philippe et Izolan

Mobilisation pour juger Jean Claude Duvalier !

Les victimes des atrocités de la dictature de Jean Claude Duvalier, qui a duré 15 ans (1971-1986) continuent de se mobiliser tant en Haïti que dans la diaspora haïtienne. En Haïti, le jeudi 14 avril dernier, l'organisation de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch a présenté son rapport de 56 pages, intitulé : *« Haïti, un rendez-vous avec l'histoire : les poursuites contre Jean Claude Duvalier. »*

Au local du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), à Port-au-Prince, en présence de deux victimes, Michèle Montas et Robert Duval, plaignants dans l'affaire Duvalier, le conseiller juridique de Human Rights Watch, Reed Brody, a fait un résumé de ce rapport plein de faits et de témoignages.

Le rapport de Human Rights Watchs a minutieusement examiné les différentes questions d'ordre légale et pratique, liées à cette affaire et conclu qu'Haïti se trouve dans l'obligation, en vertu du droit international, de mener une enquête et des poursuites, suite aux graves violations des droits humains commises sous la dictature des Duvalier. Ce rapport se penche également sur la capacité à mener à bien le procès, sur la question du délai de prescription et sur le rôle personnel de Jean-Claude Duvalier dans des actes criminels. Les poursuites engagées contre l'ancien dictateur, Jean Claude Duvalier représentent une opportunité historique pour le système judiciaire haïtien de juger certains des pires crimes commis dans l'histoire d'Haïti.

Selon Reed Brody, spécialiste dans la poursuite de ceux qui violent les droits humains : *« Le procès de Duvalier pourrait s'avérer être l'affaire criminelle la plus marquante de toute l'histoire d'Haïti. Le système judiciaire d'Haïti est fragile et le défi qu'il devra relever pour mettre en œuvre un procès équitable est énorme ».* C'est une occasion pour Haïti de marquer une véritable rupture avec la culture de l'impunité qui a caractérisé son passé.

Pour Michèle Montas, organiser un procès contre Jean Claude Duvalier serait un signe de la fin de l'impunité en Haïti. Reconstruire Haïti c'est reconstruire l'Etat, avec un système judiciaire équitable. *« La justice, ce n'est rien d'autre que l'éclatement de la vérité, pour que tout ce qui s'est passé ne demeure pas impuni… »* a-t-elle déclaré.

Un autre plaignant dans l'affaire de Duvalier, Robert Duval, a déclaré, quant à lui : *« La justice, pour moi c'est seulement la même lutte que j'ai toujours menée, mais au plus profond de moi, je sentais que quelque chose n'allait pas et que cela devait changer. Cent quatre-vingt personnes sont mortes physiquement devant moi, en huit ou neuf mois, Deux ou trois personnes mourraient chaque jour. La justice ne peut réparer ce que j'ai vu, mais peut-être, je ne sais pas, que ce sera déjà un début».*

L'événement qui a marqué le rapport ce sont les vêpres duvaliériennes du 28 Novembre 1980, au cours desquelles des journalistes, des militants des droits de l'homme, des syndicalistes entre autres ont été arrêtés, maltraités, torturés et expulsés par le dictateur et ses sbires. Le rapport de Human Rights Watch a examiné un épisode au cours duquel plus de 100 personnes ont été arrêtées. Le chef de la Police de Port-au-Prince d'alors, Albert Pierre dit « Ti Boulé » a eu à déclarer que Duvalier lui avait recommandé : « Faites ce que vous voulez des journalistes. »

Dès le début du quatrième trimestre de l'année 1980, une vague de répression commença à s'exercer systématiquement contre les opposants, avec l'arrestation, le 13 Octobre, de Sylvio Claude, responsable du parti démocrate-chrétien ; le 16 Octobre de Evans Paul, journaliste de Radio Haïti Inter. Le 28 Novembre 1980, le dictateur, Jean Claude Duvalier a inauguré la plus importante campagne de répression depuis la période de son régime de terreur établi dans le pays. La journée débuta par la disparition de plusieurs journalistes de radio Haïti Inter dont Richard Brisson, le responsable de la programmation de cette station.

Un autre journaliste dont l'identité n'est pas connue fut si violemment frappé à la tête avec les mains attachées derrière ses jambes, que pendant son retour en cellule, il était à demi conscient et incapable de se tenir debout a déclaré : *« J'ai été emmené aux Casernes Dessalines où nous avons été interrogés sous la torture. J'ai été détenu, caché sous le palais national, où la lumière du jour ne pénètre pas. Toutefois, grâce à la lampe de poche du gardien de prison, je pouvais distinguer des squelettes gisant sur le sol, probablement ceux d'anciens prisonniers. C'était comme faire un cauchemar à l'intérieur d'un charnier situé sous le palais national. »* a-t-il déclaré.

De plus, selon le rapport, la nature même de certains crimes présumés contre Jean Claude Duvalier telles les disparitions et les séquestrations empêche que s'applique la prescription. Le droit haïtien punit le crime de séquestration et la séquestration est un crime continu. Pour un tel crime, le délai de prescription n'entre en vigueur que lorsque tous les éléments du crime ont été réunis, c'est-à-dire, lorsque la victime est libérée ou que son sort a été clarifié. C'est la même chose dans le cas d'assassinat et de disparition, le délai de prescription ne commence à être en vigueur que lorsque la date et la cause du décès des victimes sont connues. Ainsi, en raison de la nature continue des crimes commis sous la dictature sanguinaires des Duvalier, les allégations pour disparition ne sont prescrites par aucune loi haïtienne. Les crimes commis par la tyrannie des Duvalier durant plus de 29 ans sont des crimes contre l'humanité et de ce fait, ils sont imprescriptibles.

A MontRéal, le Comité contre l'impunité et pour la justice en Haïti a lancé ses activités le jeudi 14 avril dernier pour encourager les victimes à témoigner contre les atrocités des Duvalier dans le cadre d'un projet baptisé : « Appel à témoigner. » Ce projet qui est destiné aux martyrs et témoins des crimes commis sous la dictature duvaliérienne a pour objectif de forcer la justice d'Haïti à juger Jean Claude Duvalier afin que justice soit rendue aux victimes. Ce projet a été conçu par des chercheurs du centre international de criminologie comparée de l'université de Montréal en collaboration avec le bureau des avocats internationaux (BAI).



Reed Brody, spécialiste dans la poursuite de ceux qui violent les droits humains

De première en première jusqu'à cette dernière

Par Fanfan La Tulipe

Ce pays que nous appelons Haïti chérie a l'habitude de ces premières qui ont soit émerveillé soit stupéfié le monde entier. Premier silex. Premier éclat. Premiers feux de dignité. Eclairs et orages de rage vengeresse. *Lakataw kaw* ! Glorieuse guerre d'indépendance. Une armée d'esclaves en guenilles menée par un intrépide guerrier nommé Dessalines fait mordre la poussière aux plus aguerris des soldats de Napoléon Bonaparte. Allons enfants de la patrie française, votre jour de défaite est arrivé. Nous prîmes Vertières avec fierté, proclamâmes l'indépendance avec fracas, fûmes les premiers de cordée à camper sur une terre souveraine, en cher maître et chère maîtresse, et fîmes trembler l'Occident qui eut sacrément peur des orfèvres de la liberté.

C'était trop beau pour être vrai. A cette glorieuse première succéda, dans un temps relativement bref, une deuxième première, ignominieuse cette fois, qui allait laisser une immense et honteuse tache de sang indélébile recouvrant de toute sa laideur, de toute sa hideur, de toute son horreur le corps endeuillé de la nation à peine éclose à la liberté. Ils étaient une poignée de conspirateurs haineux, hargneux, venimeux, avides de propriétés, de pouvoir qui ne purent supporter l'idéal dessalinien de justice pour la masse des esclaves nouvellement nés à la liberté. Pour avoir les coudées franches et confiner les nouveaux libres dans l'apartheid du pays en dehors, lâchement ils assassinèrent l'empereur. Requiem eternam. Et lux perpetua. Lumière dessalinienne. Puis un long silence de temps à autre interrompu par les éclats fratricides de lutte pour le pouvoir entre les deux ailes de la classe dominante qui s'entendirent pourtant comme larrons en foire pour neutraliser Acaau qui finit par se suicider, fusiller Salnave, éliminer Firmin.



Obama avait rassemblé tout un parterre de présidents, pourquoi pas Micky ? On singe comme on peut. De gauche à droite : George Bush Senior, Obama, George W Bush, Clinton et Carter



Martelly Pi ba, pi ba, pi ba nèt !

Cent-cinquante et une années s'écoulèrent. Puis en 1957, une première déchira la banalité parfois grotesque du vécu politique haïtien. Accédait au pouvoir un médecin, un assassin, un vaurien, un faux vaudouisant, un psychopathe, un monstre altéré de sang. De cette première dans le mal absolu émergea une rare première : un adolescent à peine pubère, une niquedouille, un jeune ignare, un bel ignorant, une caricature d'homme, un jouisseur effréné, un andouillon gros et gras, une andouille portée à la présidence par son macoutard de père et que la colère populaire força à prendre la fuite un soir de révolte et de magouille concoctée par le Pentagone et l'Hexagone.

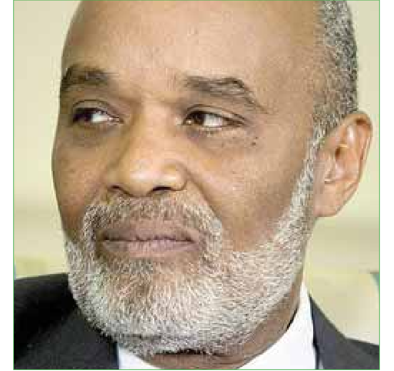
Puis un court silence seulement interrompu par les extravagances de quelques militaires, dont l'un un amant de la dive bouteille, et par le saut sylviocatorien d'un sorbonnard ambitieux par-dessus les cadavres de la ruelle Vaillant pour prendre d'assaut le Palais national. Il eut été méchant de dire que cet animateur de «*printemps intellectuel*» échoua après un exercice olympique aussi spectaculaire. Non, nous l'aimons bien cette «*personnalité stellaire universitaire et politique dans les arcanes du landernau haïtien surproducteur d'envieux*». Nous dirons simplement qu'il faillit gagner n'était-ce l'akrèktude de ce militaire ivrogne, galonné, chamarré, guilletté, épauletté, médaillé. «*Mes épaulettes je les ai gagnées dans les chambres à torture de François le charognard, vous ne pouvez me les enlever*», eut à dire l'alcoolique à un salopard de militaire, passé maître dans l'art d'exhiber à la télé les visages tuméfiés et ensanglantés des prisonniers de la Toussaint. Charognards, salopards, connards unis quelque quinze ans plus tard dans un même élan d'assassins de la légitimité populaire.

Mais une première se cachait dans les manches d'un diplomate multiétoilé. Prestidigitateur depuis la fuite de *pitit tig*, il nous facilita une première à laquelle on ne s'attendait vraiment pas : une femme, *fyèt lalo* de son état, juge bien connue des salons duvaliéristes, catapultée présidente par l'opération d'un Sendenden du nom d'Alvin Adams. Habemus mulierem. Scélérate et vieille rate, elle faillit laisser un gros macoutard prendre d'assaut le Palais national. Mais les masses port-auprinciennes veillaient au grain du 16 décembre 1990. Elles avaient horreur de l'ivraie.

7 février 1991. Une autre première. Un curé de bidonville au pouvoir. Liesse populaire. *Ti Legliz, gwo legliz*. Qui l'emportera ? Feu d'artifice populaire. Pouvoir populaire. 30 septembre 1991. Détresse populaire. Malheur. Exil. Governors Island. Cote mal taillée. Retour de l'œuf dans la poule. Le tour au Marasa qui se noie «dans la fumée et dans l'alcool. Noie ses peines jusqu'au» jour du passage du pouvoir en douceur en 2000. Agitation de scorpions. Blancs, noirs jaunes, dards en bandition. Venin. Morsure. Exil à nouveau. Intermède de malheur et de débauche. Jeux de vilains. Marasa prend un bain de piscine. Vive Marasa ! *Gade m nan je*. A bas Marasa !









Le président Micky a personnellement invité tous les anciens chefs d'Etat à l'accompagner au moment de sa prestation de serment. Comme Obama. Tel maître, tel valet. De gauche à droite : Jean-Claude Duvalier, Henri Namphy, Lesly Manigat, Prosper Avril, Ertha Pascal Trouillot, Jean Bertrand Aristide, René Préval et Boniface Alexandre

Marasa mène le jeu. Combines. Des sardines se font gober. Une ambition dévore Marasa. Magouilles. As-tu l'as qu'il faut pour «couper»? Non. Le Blanc s'en mêle. Embrouille. Cafard. Echec et mat. Ambition dévoyée. Ambition éclatée. Le Blanc ramasse les morceaux, les tessons d'ambition. En fait un homme, son homme, son paillasson. Blanc. Pas blanc bec. *Blan tout bon*. Elections. Deux tours. Deux tours de vis. Le vice à l'oeuvre. Vicieux d'applaudir. Résultats viciés. Une première pointe à l'horizon. Do, ré, mi fa, sol la si do. C'est un musicien. Devergondus, tafiatus, incultus. Poudre blanche. Donne m'en. Laissez-moi m'enivrer. Nirvana. Haïti. Washington. Bill mon frère. Obama mon demi-frère. Non, je ne délire pas. Je suis le président. Je vais bientôt présider. Armée d'Haïti, quand tu me tiens. Washington, *kenbe pa lage*. Et que *God bless America* ! Même s'il doit blesser Haïti, saigner Haïti par toutes ses veines. Veinard de musicien.

De première en première, nous voici à l'avant-dernière des premières. Une canaille s'en va. Une fripouille entre par la porte d'une prestation de serment. Te Deum. Cloches. Carillons sinistres. *Laudamus Michelum. Domine salvam fac republicam, cum preside nostro Michelo*. Republique sauvée. *Salvam fac. Fòk. Fòk li salvam*. La république sera sauve, sauvée. Que l'espoir ne se sauve surtout pas. La république sera belle. On veut ne nous faire entendre qu'une cloche, qu'un même son. Changement. Investissement. Prévert disait que dans chaque église, il y a toujours quelque chose qui cloche, mais dans l'église à Michelo rien ne semble clocher. Oui. Plus de diplômes. Place aux ratés. Ne ratez pas l'occasion. Les rats de l'ignorance sont déjà à votre porte. Vivent les paumés ! Ordures de tous les pays, unissez-vous !

Et maintenant la dernière des premières. Tenez-vous bien. Le président Micky a personnellement invité tous les anciens chefs d'Etat à l'accompagner au moment de sa prestation de serment. Comme Obama. Tel maître, tel valet. Je vois déjà arriver Boniface Alexandre Tonbe Nan Pétrin avec sa barbe tout enfarinée. Pour la circonstance, Avril reprendra ses habits militaires et sa mitraillette pour bien montrer qu'on ne badine pas avec les macaques armés de leurs *kokomakak* et de leur *pye kochon*. Sera invité d'emblée le général des bamboches démocratiques, le général *Toulejou m sou*. Entre ivrognes il faut bien tenir le verre. Jean-Claude Duvalier malgré sa démence présénile sera dans son élément, dans son plat, dégustant du léopard, flairant les aisselles du président élu, son copain.

Au nom de l'égalité des sexes, ça fera sexy d'avoir Tati Tata, Tati Trouillot, fillette de Madame Adolphe, pardon, *fyèt lalo*, maman poule qui donna le feu vert aux noirs desseins d'une pintade qui prit d'assaut la basse-cour aux crimes contre le peuple haïtien, contre le vœu populaire. Tata, Tati, titit de Papa François. *Dodo titit*. Ertha, femme sans foi ni loi, mais femme supposée quand même faire respecter la loi, puisque femme-juge. *Jij, jije m byen*. Aristide devra bien faire bon cœur contre mauvaise fortune dans ce parterre de macoutards. On espère qu'il déclinera l'invitation ! Par contre mon ami Leslie Manigat ne ratera pas l'occasion de faire un dernier tour de piste. Peut-être voudra-t-il faire un discours d'adieu à la nation en passe de devenir orpheline de sa verve surannée quoique pétillante, de sa grassouillarde verbosité et de ses allures d'aristocrate constipé, guindé, amidonné, vieux jeu. Qui sait ?

L'entrée sur scène de Préval se fera sur la pointe des pieds titubant d'alcool, soutenu par Jude, dans un esprit d'Unité. *Inite* et iniquité. Liberté de frauder aux urnes. Inégalité de destin. Fraternité de magouilleurs. République des macaques. Attention René. Même au dernier moment, tu sembles encore avoir les deux pieds dans le même soulier d'insouciance. Graine soulier d'incompétence. Vas-y. Un pas en avant, deux pas en arrière. Attention, tu vas tomber. Tu titubes. Bien poser le pied droit. Déposer le pouvoir. Tout le pouvoir aux crétins. Reposez armes ! Non. Présentez armes ! C'est un président qui va prêter serment.

Musiciens, accordez vos fesses au nouveau rythme pestilentiel, pardon présidentiel. Silence. Discours. Pestilence. Puanteur des mots. Flatteurs d'applaudir des deux pieds. Clinton de crier au miracle du verbe (creux). Miraculeusement, le président tient le coup. Saint Chavannes Jeune, priez pour lui et à l'heure de la mort du prestige présidentiel. Cinq minutes depuis qu'il parle, même s'il ne comprend pas ce qu'il dit, sauf quand il laisse fuser un mot sale. Chassez le naturel, il revient au galop. Galop de Mulet qui s'inquiète. L'animal s'essouffle et s'agite. Il pourrait perdre connaissance. Brancardiers, à l'assaut !

Dieu ! De première en première, Martelly aura fait «la dernière» et on sera tombé au plus bas. *Pi ba, pi ba, pi ba nèt* !



Konfli ki opoze direktè TNH la ak anplwaye li revoke yo ap vale teren

Nan konfli ki genyen nan Televizyon Nasyonal Dayiti kote direktè a revoke 5 anplwaye nan kad kanpay elektoral la, Minis Lakilti a bay dizon l kote li mande direktè a, Mesye Henriquez pou li retounen sou desizyon li te pran an. Madan Lassegue di li regrèt Henriquez pa te kontakte minis ki alatèt TNH la avan li te pran desizyon revoke epi rele jounalis yo nan tribinal. « *M panse nou ta dwe bay egzanp olye n ap fè pale de nou nan pran desizyon gwo ponyèt . Pat janm gen okenn enfòmasyon dirèk ki te vin jwenn Ministè a. Mwen aprann nouvèl la menmjan ak tout moun nan entènèt ak radyo* », se pawòl minis Lakilti a ak Kominikasyon nan yon konferans pou laprès li te bay sou pwoblèm TNH la. Minis la anonse yo mete sou pye yon komisyon ki pou chèche fè limyè sou revokasyon sa yo. Komisyon an gen ladan l : Mme Marie Yolène Gilles ki nan Rezo Nasyonal Defans Dwa Delòm, mesye Yves Marie Chanel ki nan Mediacom ak mesye Luc Thelus nan Ministè Lakilti ak


Pradel Henriquez

Kominikasyon.

Malerezman, deklarasyon minis Marie Laurence Lassegue la pa fè Mesye Pradel Henriquez plezi ditou. Direktè TNH la deklare li bay Mme Lassegue yon delè 3 jou pou li manje deklarasyon l nan e pou li rantre kominike li fè soti a. San sa, l ap pase alaksyon.

N ap fè sonje revokasyon sa yo te rive apre kandida ki fenk nonmen pou laprezidans la, mesye Michel Martelly te fè yon vizit nan Televisyon Nasyonal Dayiti kote direktè a Pradel Henriquez pat kontan atitid anplwaye yo, paske li di mesye yo te manke « etik pwofesyonèl », li rele yo lajistis. Non anplwaye sa yo se Eddy Jakson Alexis, Josias Pierre, Jacques Innocent, Guemsly Saint Preux akStéphane Cadet.

Nan menm kad sa a, avoka k ap plede pou Pradel Henriquez la, mande 4 jounalis nan lòt medya pou vin nan tribinal jedi 28 avril k ap vini an dekwa pou pote temwayaj yo kont pwòp konfrè yo. Si Valéry Numa, Maxime Hilaire k ap travay nan Radyo Vizyon 2000 epi Jean Monard Metellus ak Mark Joel ki yo menm nan Radyo Karayib FM pa parèt devan tribinal nan jou yo ba yo a, sa ki rive yo zafè a yo, se sa avoka Henriquez la fè konnen.

Sa deja fè nou santi bonè bonè diktati divalyeris la ap retounen pran plas li nan sosyete nou an. Henriquez deja montre li se patizan nouvo gouvènman ki pral enstale a, TNH pral rete sou kontwòl. Kidonk mesyedam laprès, mete bab nou alatranp.

Jean Max Bellerive fè yon bilan sou kijan lajan Petrocaribe a depanse

Kontrèman a bri k ap kouri ki di lajan Petrocaribe a pase nan kanpay kandida platfòm INITE a, Premye minis Preval la, Jean Max Bellerive fè konnen se rimè, paske lajan yo pase nan fè wout, 120 milyon sou 163,2 ki te debloke aprè tranblemanntèa te depanse. Dapre miniss finans ak ekonomi an, M Ronald Baudin, tout wout Okap yo ap ranje, gen 15 chantye sou 17 k ap travay sou wout Gonayiv/Pòdpè, se Petrocaribe k ap finanse yo. Gen 184 milyon dola ameriken k ap finanse pou kounye a 16 pwojè, pami yo 81% ale nan sa yo rele enfrastrikti, epi rès lajan an pase nan ekipman ki pran 7%, pwoteksyon sosyal 6%, gaz 4%, ak ledikasyon 2%.

Jan mesye Bellerive anonse l nan jounal Nouvelis la, tout lajan ki soti nan pwogram Petwokaribe a te vote nan palman an anvan yo te depanse l, epitou lajan an te depanse nan transparans, ak bonjan kontwòl ki te fèt.

Petwokaribe se yon kontra ki siyen ant peyi nan Karayib yo ak Venezyela depi mwa jen 2005, ki pa la sèlman pou kesyon petwòl men li te pèmèt okòmansman yo te ka achte gaz la 50% kredi, pandan yo t ap peye 50% kach. Men kounye a, se 40% kach 60% kredi.

Achiv Nasyonal louvri yon nouvo biwo pou livrezon ekstrè

Direktè Achiv Nasyonal nan Pòtoprens mesye Jean Wilfrid Bertrand anonse lendi 18 avril la ouvèti yon sèvis ki chita nan bank SogExpress nan Pòtoprens. Sèvis sa a la sèlman pou ekstrè. Si ou bezwen yon ekstrè, ale nan nenpòt lokal SogExpress ak 3 fotokopi plis 700 goud dekwa pou yo fè rechèch pou ou. Depi yo jwenn dosye a, sa ka pran 48tèdtan oubyen pou plis 15 jou. Men si yo pa jwenn li, yo pap renmèt ou kòb la, daprè esplikasyon mesye Bertrand.

Nouvo sèvis sa rele « Livrezon Ak nan Gichè » (LAG). Direktè Bertrand fè konnen yo ouvè sèvis sa a sitou pou anpeche sa nou rele raketè yo chache lavi. Raketè sa yo, toujou daprè Jean Wilfrid Bertrand, anpeche Achiv la mache kòmsadwa. Li panse sèvis nan gichè SogExpress la ap diminye pouvwa raketè yo. Sa mesye Bertrand pa di sèke « si pa gen sitirè pa ka gen volè »

Batay kont lavichè a ap kontinye

Mouvman pou Libète ak Egalite ant Ayisyen yo pou Fratènite (MOLEGHAF) ki tabli tant li sou Fò Nasyonal angaje nan yon batay kont lavichè depi gouvènman Prèval/Bellerive la te fin monte pri gaz yon an ponp yo, nan mwa mas la. Nan sans sa a li te deja organize 3 sitin devan local Ministè Afè Sosyal ak travay pou mande gouvènman an bese lavichè a epi mete travay nan peyi a. Se pou rezon sa yo, dirijan MOLEGHAF te bay yon konferans pou laprès lendi 18 avril la pou denonse move kondisyon lavi pèp ayisyen an ap viv jounen jodi a epi kontinye fè sansibilizasyon kont lavichè. Men sa yo te di nan konferans lan:

“ MOLEGHAF: Mouvement de Liberté d’Egalité des Haïtiens pour la Fraternité, ki se yon mouvman revolisyonè, ki vle travay ansanm ak tout lòt mouvman sosyal ak politik pou mennen yon kokenn chenn batay kont : enjistis sosyal, eksklizyon, diskriminasyon sou tout fòm, krim, imoralite, kòripsyon ak okipasyon gwo peyi enperyalis yo. Batay MOLEGHAF nan zòn defavorize yo espesyalman nan fò nasyonal se fòse Leta chanje kondisyon lavi mas defavorize yo, lite pou dwa ekonomik ak sosyal moun, ki pi imilye yo kapab respekte. MOLEGHAF ap lite pou jistis sosyal.

MOLEGHAF ap lite kont enjistis ak enpinite e se sak fè MOLEGHAF pran pozisyon l pou l batay kont vye sistèm ki trennen dèyèl : ensekirite, vyolasyon dwa moun, grangou, chomaj,malsite, enstabilite politik, ekonomik ak sosyal. MOLEGHAF di fòk Leta bay priyorite ak pwojè lojman, sante edikasyon ak bonjan pwojè travay paske pèp ayisyen an pa kapab.Kontinye ap dòmi anba tant

Kontinye ap mouri nan kolera ak grangou

Pèp ayisyen an ap kapab kontinye ap viv, san Leta pa demele l pou l bay chak moun ki pi mal yo, yon travay pou yo ka reponn ak bezwen fanmi yo.

Se sak fè MOLEGHAF ap kontinye fè revandikasyon mas yo pase ki se :

Kay pou tout moun, manje pou tout moun, travay pou tout moun , sante pou tout moun, yon sèl lekòl ak yon sèl edikasyon pou tout moun.

E MOLEGHAF di lòt fòm batay pal se batay :

Kont tout fès fòs fenwa
Kont tout reyaksyonè
Kont tout sistem gwo ap vale piti
Kont dominasyon ak esklizyon
Kont enjistis ak enjistis sosyal

Pou fini MOLEGHAF ap envite tout moun ki pa dakò ak move lavi, kip a dakò ak lavi sosyal yo vin patisipe ak MOLEGHAF nan yon gwo sitin l ap fè chank madi maten devan ministè Afè Sosyal a 10 zè tapan pou al di non ak grangou, chomaj ak mizè.

Viv lit pou chanje kondisyon lavi mas yo ».



Premier piège, la désignation du Premier ministre


Daniel Supplice


L'actuel Premier ministre, Jean-Max Bellerive et Hillary Clinton

Par Catherine Charlemagne



De gauche à droite : Me Grégory Mayard Paul, Me Gervais Charles, Jean Fritz Jean-Louis et Klaus Eberwein (Photo: Robenson Geffrard, Le Nouvelliste)

Depuis l'annonce de la victoire de Michel Joseph Martelly, alias Skeet Micky au dernier scrutin présidentiel haïtien, c'est à un autre phénomène qu'on assiste : tout le monde veut être le Premier ministre de ce monsieur. Le plus grotesque, mais aussi le plus logique politiquement, même le parti *Inité* revendique cette fonction pour l'un des siens. Alors, sommes-nous en train d'assister à un revirement total, capital, dans la pure tradition des politiciens haïtiens ? En tout cas, c'est bien parti pour devenir un nouveau record dans les ralliements aussi subits que nombreux autour de celui qui sera « intronisé » le 14 mai prochain comme le 56e Président d'Haïti.

Les adeptes de *paka pala* (toujours présent) envahissent la résidence de Sweet Micky et font l'antichambre pour être aux premières loges et surtout pour être vus, histoire de tirer les marrons du feu, une fois que le pouvoir aura changé de main. Exploitant à fond les rumeurs faisant accroire que tel ou tel individu sera désigné Premier ministre, certains s'empressent pour s'introduire par effraction dans cette liste déjà encombrante pour la République. N'ayant quasiment pas d'élus dans les deux Chambres, notre musicien Président semble pris dans le tourbillon des marchandages qui, au fil des jours, risque de se transformer carrément en chantage politique. Certes, dans son interview sur la Voix de l'Amérique, l'ancien président du Konpa fait montre d'autorité ou du moins d'indépendance dans le choix de son chef de gouvernement en rappelant à son nouvel ami, Bill Clinton, que c'est lui et lui seul, qui désignera, au moment opportun, son Premier ministre.

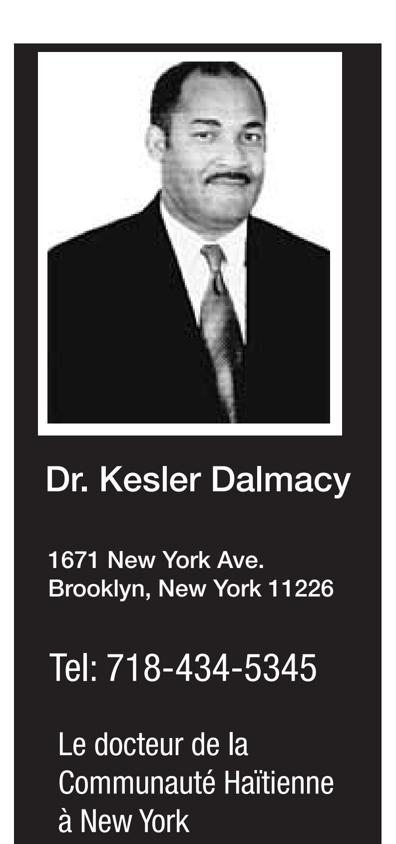
Mais continuera-t-il à tenir tête longtemps à la pression ou peut-il dénoncer si tôt le deal (accord) existant entre lui et la Communauté internationale ? Ce pacte qui lui a permis de se retrouver aujourd'hui l'homme le plus convoité et le plus puissant du pays. On sait que Bill Clinton se débat comme une « Chimère », ce monstre généralement décrit dans la mythologie grecque comme ayant une tête de lion, un corps de chèvre et une queue de serpent, crachant du feu et dévorant les humains. L'ancien Président américain tient à ce que son second en Haïti, dans le cadre de la CIRH (Commission Intérimaire Pour la Reconstruction d'Haïti), l'actuel Premier ministre, Jean-Max Bellerive, se succède à lui-même sous la présidence de Martelly. Clinton mène au grand jour et sans prendre de gant pour dire que Bellerive est le mieux placé pour continuer la politique qu'il mène depuis dès années en Haïti. L'avantage de celui-ci : il a un lien de parenté avec le nouveau chef de l'Etat. Il serait son cousin germain. Ha !

Le monde est petit et particulièrement dans le village politique haïtien. Le changement dans la continuité, on n'en a pas fini dans ce pays. Pour l'instant, selon Micky, rien n'est fait. Bill Clinton n'a pas encore gagné son pari. Mais l'intéressé, Bellerive, semble s' y accrocher. Son atout maître reste l'*Inité* qui a déjà annoncé la couleur. Selon l'ineffable sénateur Joseph Lambert, l'un des porte-paroles de l'*Inité* et complice de l'arrivée de Michel Martelly à la présidence haïtienne, non seulement son parti veut peser sur le choix du Premier ministre, mais il entend même faire entrer son parti dans le prochain gouvernement. On aura tout vu. Mais rien de surprenant au point où l'on est.

Avec le soutien de la Communauté internationale, de l'*Inité*, alors Jean-Max Bellerive encore Premier ministre ! La question serait pourquoi faire. Dans ce cas, Daniel Supplice, Me Gervais Charles et les autres proches qui ont mené campagne avec le candidat de *Repons Peyizan* accepteraient-ils de laisser filer sans broncher ce pourquoi ils ont combattu pour en acceptant seulement des strapontins ? Le Président élu pourra-t-il expliquer ce revirement à la population qui, semble-t-il, l'a élu le 20 mars dernier tout simplement pour mettre fin à la gestion calamiteuse de toute l'équipe en place, dont un certain… Jean-Max Bellerive **?**

Certes, tout le monde reconnaît les compétences techniques du chef de gouvernement sortant, n'empêche qu'en voulant suivre jusqu'au bout le Président René Préval dans son immobilisme, il a compromis son propre avenir politique. Sans vouloir **être prophète de malheur,** l'on parie que le pays comprendrait mal un éventuel

Suite à la page (16)



Le jugement de Jean-Claude Duvalier !


L'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier

Par Jean-Michel Caroit

Haiti, juger l'ex-dictateur Duvalier pour crimes contre l'humanité n'est pas la priorité du nouveau pouvoir

Le jugement de l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier (au pouvoir de 1971 à 1986) ne figure pas parmi les priorités du président élu d'Haïti, Michel Martelly. Le chanteur, qui hérite d'un pays dévasté par le séisme de janvier 2010 et en proie à une épidémie de choléra, veut d'abord s'attaquer au relogement des 700 000 sinistrés qui vivent encore dans des camps de fortune alors que la saison cyclonique approche.

«Pour parvenir à la paix et à la prospérité durables, les Haïtiens doivent instaurer l'Etat de droit», soulignait, fin mars, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon. «Il est capital que les autorités haïtiennes prennent toutes les mesures judiciaires pour régler cette affaire», ajoutait-il à propos du retour en Haïti de Jean-Claude Duvalier, «Bébé Doc», le 16 janvier.

«Traduire Duvalier en justice, dans le cadre d'un procès équitable, permettrait de restaurer la confiance des Haïtiens en la justice et en l'Etat de droit», soutient l'organisation non gouvernementale (ONG) Human Rights Watch (HRW). «L'Etat d'Haïti est tenu, au regard du droit international, d'enquêter et, si nécessaire, d'engager des poursuites judiciaires concernant les graves violations des droits humains commises sous le régime de Duvalier», ajoute l'ONG dans un rapport diffusé jeudi 14 avril, «Haïti, un rendez-vous avec l'histoire».

Accointances

Assigné à résidence, l'ancien «président à vie» est poursuivi pour corruption et détournement de fonds. Seize victimes de la dictature ont porté plainte pour crimes contre l'humanité. Les avocats de «Bébé Doc», dont le bâtonnier de Port-au-Prince, Me Gervais Charles, un proche collaborateur de M. Martelly, font valoir que des poursuites ne peuvent être engagées contre leur client en raison du délai de prescription de dix ans.

Un argument non recevable, selon HRW, qui souligne qu'il n'y a pas de prescription pour les crimes contre l'humanité ni pour les «crimes continus» tels que les «disparitions forcées». L'ONG ne cache pas que les difficultés sont «énormes». Pour pallier la grande faiblesse du système judiciaire haïtien, elle réclame un soutien technique et financier de la communauté internationale. Le principal obstacle pourrait bien être «l'absence de volonté politique d'une nouvelle administration potentiellement moins engagée dans les poursuites contre Duvalier».

Un euphémisme alors que le président élu ne fait pas mystère de ses accointances avec le camp duvaliériste. M. Martelly n'a pas exclu de prendre l'ancien dictateur comme conseiller s'il était blanchi par la justice. «C'est à la justice de travailler sur les reproches faits à l'ancien président Jean-Claude Duvalier», a-t-il répété.

«Plus encore que le résultat, c'est le processus qui est important, il faut engager la lutte contre l'impunité», a confié au Monde Michèle Montas, l'une des premières victimes à avoir porté plainte. «Sans ce climat d'impunité, Jean (Jean Dominique, son mari journaliste assassiné en 2000) ne serait pas mort», ajoute-t-elle. «J'ai vu le retour de la peur», confie Michèle Montas. Des membres de sa famille ont tenté de la dissuader de porter plainte. «Notre génération n'a pas fait le travail de mémoire et lorsqu'on parle de Duvalier aux jeunes, c'est comme si on parlait d'une autre planète», déplore-t-elle.

Le Monde 15 avril 2011

Assassinat de Jean Louis Philibert: Des syndicalistes dénoncent

Les dirigeants de l'Union Nationale des Normaliens Haïtiens (UNNOH) et du syndicat des travailleurs enseignants de l'université d'Haïti (STRAIA) ont dénoncé la façon dont le juge d'instruction, Lionel Ralph Dimanche a traité et qualifié l'assassinat du professeur Jean Louis Philibert par balles de la policière Francine Desruisseaux. Dans une ordonnance de renvoi, le juge d'instruction a soumis l'affaire par devant un tribunal correctionnel à la rue Pétion, à Port-au-Prince.

« Le juge Lionel Ralph Dimanche a, dans l'objectif de libérer l'assassin de l'enseignant Jean Louis Philibert, qualifié dans sa requête d'« homicide involontaire » le forfait de la policière Francine Desruisseaux. » lit-on dans une note de presse du STRAIA. Les syndicalistes critiquent également le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Port-au-Prince, Arrycidas Auguste qui n'a pas fait objection à cette ordonnance. Ils appellent au strict respect de l'article 169 du Code d'instruction criminel, lequel stipule : *« Le juge correctionnel peut requalifier l'infraction puis se déclarer incompétent pour entendre l'affaire. »* Le tribunal correctionnel n'a pas de compétence pour juger un tel crime, qualifié de crime de sang, d'assassinat par balles.

Suite à l'audition du 13 avril, le juge siégeant au correctionnel a ordonné le dépôt des pièces afin de rendre son jugement. Rappelons que le professeur Jean Louis Philibert a été assassiné lâchement par la policière Francine Desruisseaux le 8 Octobre 2010, lors d'une manifestation des enseignants et des élèves, revendiquant la scolarisation pour tous les enfants. Un acte relevant au rang de crime de sang renvoyé devant un tribunal correctionnel est absolument inimaginable et ce prétendu jugement va renforcer la culture de l'impunité à un moment où le peuple haïtien revendique la fin de l'impunité en Haïti.



La policière Francine Desruisseaux

Dans La diaspora

VM Trucking & Aromark Shipping: service à la communauté haïtienne depuis 1995

par Kim Ives

Gabriel Meltser a grandi en Russie et est arrivé aux États-Unis sans un sou, il y a quatre décennies. Mais à force de travail et de choix judicieux, il a été en mesure de construire une dynastie qui est maintenant l'expéditrice principale de la région Nord Est des États Unis à Haïti: VM Trucking et sa compagnie sœur, Aromark Shipping.

Ces entreprises sont nées en 1982, après la dissolution de Tec-Marine, un autre transporteur. Meltser, qui avait travaillé avec cette société, a acheté des camions et a continué d'offrir ses services.



Gabriel Meltser (à droite) avec son fils Mark, deux des responsables pour VM Trucking et Aromark Shipping.

Pendant de nombreuses années, Gabriel a fonctionné dans la Brooklyn Navy Yard. Mais en 2004, il a déménagé son opération à travers la rivière Hudson à Newark, New Jersey, où il était plus proche des ports de New Jersey, mais avec un accès facile à New York. VM Trucking est toujours propriétaire d'une installation dans le quartier de East New York à Brooklyn, où les expéditeurs haïtiens remplissent leurs "containers".

Maintenant, sa flotte de camions porte-containers a augmenté de plus de 15. Il dirige l'entreprise avec ses deux fils, Mark et Robert.

«*Notre objectif est d'offrir le meilleur service possible et le transport maritime de qualité en Haïti pour les communautés haïtiennes autour de New York, New Jersey, Connecticut, Massachusetts, Rhode Island, Maryland et Pennsylvanie*», a déclaré Mark, qui est vice-président de la société. «*Nous expédions des containers non seulement à Port-au-Prince, mais également au Cap-Haïtien.*»

Presque toutes les compagnies haïtiennes de cargo pour Haïti dans le Nord-Est des États-Unis utilisent Aromark Shipping et VM Trucking pour expédition en Haïti. Ils achètent un container complet pour l›emballer avec des effets personnels, d'articles de ménage, ainsi que des marchandises commerciales ou des fournitures de secours (relief).

Les expéditeurs haïtiens généralement expriment leur satisfaction avec le service de VM Trucking. «*J'ai connu Gabriel pendant 20 ans, et il est crédible*», dit Etienne Victorin de Jetco Cargo sur l›avenue Church à Brooklyn, l›un des clients réguliers de Meltser. «*Nous faisons semblant de désaccord souvent, mais en fait, nous demeurons de bons amis.*»

V.M. Trucking prend sa cargaison en Haïti à bord des navires de Aromark Shipping. Un trajet dure environ de 12 à 14 jours. «*Au cours des 15 années pendant lesquelles j'ai traité d'affaires avec eux, ils sont toujours à l'heure*», a déclaré Willo Jean-Baptiste de Cargo Express Shipping sur Parkside Avenue à Brooklyn. «*Ils ne perdent jamais rien de ce que je leur confie. Je n'ai pas de plaintes.*»

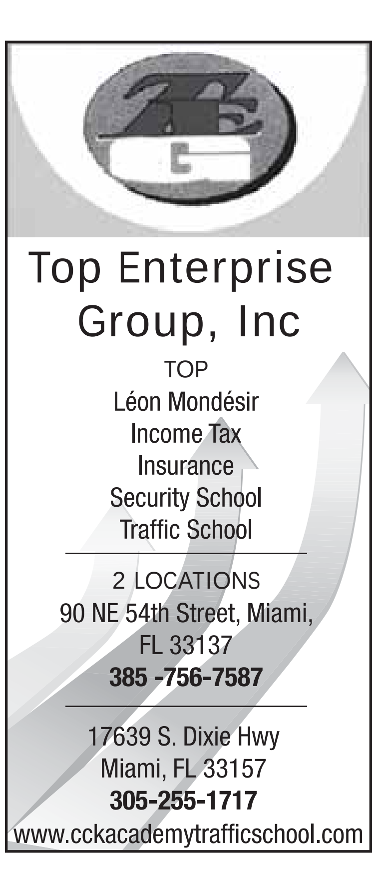
«*Depuis que j'ai commencé à utiliser Aromark Shipping & VM Trucking, mon business a augmenté en raison de la fiabilité et la rapidité des services qu'ils m'ont fournis,*» a déclaré Pierre Désulmé, le propriétaire de Always Cargo Shipping à Brooklyn.

Haïtiens, vous pouvez vous aussi également contacter V.M. Trucking et Aromark Shipping directement pour expédier vos containers complets, ce que beaucoup d'autres ont déjà fait, lorsqu'il s'agissait de transférer leur maison à Haïti.

Les deux sociétés possèdent tout ce qui est requis pour garantir l'expédition en Haïti, d'où leurs slogans qui sont «*Votre Connexion en Haïti*» (Your Connection to Haiti) et «*Un appel suffit*» (One Call Does It All).

Vous pouvez faire cet appel en composant le 973-690-5363 ou en visitant le site Web à www.aromarkshipping.com ou www.haitishipping.com. Ils offrent un service courtois et efficace.





As Inauguration Nears: Martelly Prepares Duvalier Amnesty and Political Offensive

by Kim Ives

As human rights lawyers assist the outgoing Haitian government in preparing a legal case against former "President for Life" Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier, Haiti's incoming president revealed this week that he favors granting the recently returned dictator an amnesty from prosecution.

In an interview with Montreal's French-language daily *La Presse*, Michel "Sweet Micky" Martelly said that he "*could eventually think of that (an amnesty) to the extent that those who were hurt in the past understand the need for reconciliation*" and that "*I'm leaning toward the side of amnesty and forgiveness.*"

Martelly, who was a vocal supporter of both the 1991 and 2004 coups d'état against former Haitian President Jean-Bertrand Aristide, cleverly used the same brush to whitewash Duvalier and smear Aristide. (Duvalier returned to Haiti on Jan. 16 after being chased out by a popular uprising 25 years earlier. Aristide returned on Mar. 18, having been kidnapped from his home by U.S. Special Forces soldiers on Feb. 29, 2004 and flown into exile in Africa.) "*Their cases are not as unique as you might think,*" Martelly said. "*They belong here and I welcome them. If they've had problems or acted badly in the past, it's a matter for the justice system.*"

But the former presidents are politically polar opposites. The U.S. backed the never-elected Duvalier for 15 years until his final days in power, while it twice helped to overthrow the twice massively elected Aristide.

"*Duvalier has been charged with many crimes and been found civilly liable for hundreds of millions of dollars as a result of his crimes,*" notes lawyer Brian Concannon of the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH). "*There are no criminal charges against Aristide, despite millions of dollars invested by the U.S. in pursuing him over 15 years.*"

A large team of Haitian and international lawyers are helping the Haitian government to put together the Duvalier prosecution and process complaints being filed by Duvalier era victims living in Haiti and its diaspora. Groups helping the prosecution include the Port-au-Prince-based Office of International Lawyers (BAI) and its sister organization, the Boston-based Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH), the International Center for Transitional Justice, and, more recently, the UN High Commission for Human Rights.

Human Rights Watch has also taken a strong interest and role in championing the case, issuing last week a 54 page report entitled "*Haiti's Rendezvous With History: The Case of Jean-Claude Duvalier.*" It examines the legal and practical questions surrounding the case and concludes that Haiti has an obligation under international law to investigate and prosecute the grave violations of human rights under Duvalier's rule.

"*The Duvalier trial could be the most important criminal case in Haitian history,*" said Reed Brody, counsel for Human Rights Watch. "*The challenges for Haiti's weak justice system to carry out a fair trial are enormous, but international support can help Haiti meet those challenges.*"

Meanwhile, many of the charges of corruption and repression in the case being formulated against Duvalier involve crimes against humanity, which have no statutes of limitations. "*A president cannot give Duvalier an amnesty for gross human rights violations because that would violate international law and would be unconstitutional,*" explained the BAI's lead lawyer Mario Joseph. "*There are no constitutional provisions which would allow Martelly to give such an amnesty.*"

Among the crimes outlined in the HRW report are that "*hundreds of political prisoners held in a network of three prisons known as the 'triangle of death' died from maltreatment or were victims of extrajudicial killings.*"

"*Many political prisoners who entered the triangle of death were never released, and their whereabouts remain unknown to their families,*" the report also charges. "*Summary executions of prisoners are also alleged to have occurred, including prisoners at Fort Dimanche on August 7, 1974, seven people executed on March 25, 1976, and eight prisoners reportedly executed at Morne Christophe and Titanyen on September 21, 1977. Political killings by security forces also took place.*"

The report also details how "*political prisoners often faced interrogation and savage torture,*" and that "*freedoms of association, assembly, and expression were severely restricted. The government repeatedly closed independent newspapers and radio stations. Journalists were beaten, jailed and forced to leave the country.*"

To date, some 19 victims of Duvalier have filed complaints with the state prosecutor related to crimes against humanity and human rights violations.

On Apr. 20, four days late, Haiti's Provisional Electoral Council (CEP) is due to announce final results of the Mar. 20 second round, which preliminary results, announced Apr. 4, gave to Martelly by a margin of two to one. (He won with only about 16% of the electorate due to a pointed abstention rate of over 75% by Haiti's 4.3 million voters.)

But even before his official announcement, Martelly has begun his victory laps and honeymoon declarations. Journalists who have interviewed him say that his political consultants of Ostos & Sola have been reinforced with a new handlers, who observe and coach him through interviews to hone his "*message.*"



Michel Martelly has cleverly sought to clear Duvalier and smear Aristide by offering them both an "amnesty."

On Apr. 19, he travelled to Washington for three days of meetings with U.S. and international financial institution officials including U.S. Secretary of State Hillary Clinton, World Bank president Bob Zoellick, International Monetary Fund president Dominique Strauss-Kahn, and representatives of the Inter-American Development Bank. He also has interviews planned with media like CNN, the Washington Post and Fox News, as well as an address at Washington's National Press Club.

After Washington, Martelly will reportedly visit Brazil, whose troops head the 13,000-member United Nations military occupation of Haiti, known as MINUSTAH. Despite his pseudo-nationalist flourishes and plans to reactivate the Haitian Army demobilized by Aristide in 1995, a high-placed diplomatic sources claims that Martelly has formally asked the occupation authorities to have their troops stay on during his term.

On Apr. 15, Martelly met with lame-duck president René Préval, who will step down on May 14. Despite Martelly's threats during his campaign that Préval "*must leave Haiti,*" the two-hour meeting was cordial, with Martelly saying "*there was not a personal conflict with René Préval; the important thing is for us to unite our forces to put the country on the path of progress.*"

Préval's party, Unity, has an absolute majority of 17 senators in the 30 seat Senate, and a relative majority – 34 members – in the 99 seat Chamber of Deputies. With this knowledge, Préval said that "*I promised Michel to work with the parliamentarians so that there is an effective collaboration.*"

The airwaves are filled with the expressions of goodwill that precede every political rumble in Haiti. Dismay César, a faux-Lavalas leader of the Together We Are Strong party (Ansanm Nou Fò) which has the third largest presence among Deputies, announced that his party "*have already met with those close to Martelly*" and "*we told them that we would not be a factor of blockage*" in the Parliament.

Meanwhile, former 2004-coup "rebel" leader Guy Philippe of the National Reconstruction Front (FRN) announced that his party "*had supported the candidacy of Mr. Martelly due to his promises to break with the current political system and to provide free education throughout the country.*"

Indeed, Martelly's promise of free education for all was one of his principal selling points but may prove to be his voters' first deception. Already, one campaign source suggests that the "*universal free education*" may be restricted to primary school children and not be fully implemented around Haiti until the end of his five year term.

Par Maxime Chaix et Anthony Spaggiari

DERRIÈRE LA ÉTATS-UNIENNE : UN ENTRETIEN AVEC

Dans un ouvrage enfin disponible en français, le professeur Peter Dale Scott retrace l'histoire de « l'État profond » aux États-Unis, c'est-à-dire de la structure secrète qui pilote la politique extérieure et de Défense au-delà de l'apparence démocratique. Cette étude est l'occasion de mettre en lumière le groupe qui a organisé les attentats du 11-Septembre et qui se finance via le trafic mondial des drogues. Ce livre de référence est d'ores et déjà conseillé à la lecture dans les académies militaires et diplomatiques.

Réseau Voltaire : Professeur Scott, sachant que votre travail n'a pas encore la notoriété qu'il devrait avoir dans le monde francophone, pourriez-vous commencer par nous définir ce qu'est la « Politique profonde » (Deep Politics), et nous expliquer la distinction entre ce que vous appelez l'« État profond » et l'« État public » ?

Peter Dale Scott : L'expression « État profond » vient de la Turquie. Elle dut être inventée en 1996 après l'accident d'une Mercedes roulant à vive allure – voiture dont les occupants étaient un membre du parlement, une reine de beauté, un important capitaine local de la police, et le principal trafiquant de drogue de Turquie, qui était également le chef d'une organisation paramilitaire — les Loups Gris — qui assassinait des gens. Et il devint flagrant qu'il existait en Turquie une relation secrète entre la police — qui recherchait officiellement cet homme, bien qu'il fût alors dans la voiture avec un policier — et ces individus qui commettaient des crimes au nom de l'État. L'État pour lequel vous commettez des crimes n'est pas un État qui peut montrer sa main au public. C'est un État dissimulé, une structure secrète. En Turquie, ils l'ont appelé l'« État profond » [1], et j'avais depuis longtemps parlé de « Politique profonde », donc j'ai utilisé cette expression dans La Route vers le Nouveau Désordre Mondial.

J'ai défini la politique profonde comme étant l'ensemble des pratiques et des dispositions politiques, intentionnelles ou non, qui sont habituellement critiquées ou tues dans le discours public plus qu'elles ne sont reconnues. Donc l'expression « État profond » – inventée en Turquie – ne vient pas de moi. Elle se réfère à un gouvernement parallèle secret organisé par les appareils militaires et de renseignement, financé par la drogue, qui s'engage dans des violences illicites afin de protéger le statut et les intérêts de l'armée contre les menaces qu'incarnent les intellectuels, les religieux et occasionnellement le gouvernement constitutionnel. Dans La Route vers le Nouveau Désordre Mondial, j'adapte quelque peu cette expression pour me référer à l'interface plus large, aux États-Unis, entre l'État public constitutionnellement établi d'une part, et les forces profondes en arrière plan de celui-ci : les forces de la richesse, du pouvoir et de la violence situées en dehors du gouvernement. Nous pourrions appeler cette interface la « porte de derrière » de l'État public, donnant accès à des forces obscures situées hors du cadre légal. L'analogie avec la Turquie n'est pas parfaite, car ce que nous pouvons observer aujourd'hui aux États-Unis est moins une structure parallèle qu'une vaste zone ou milieu d'interactions entre l'État public et des forces obscures invisibles. Mais cette interaction est considérable, et nous avons besoin d'une appellation telle qu'« État profond » pour la décrire.

Réseau Voltaire : Votre ouvrage, La Route vers le Nouveau Désordre Mondial, a été écrit lorsque le régime Bush était en place, puis réactualisé pour les besoins de la traduction française ; selon vous, l'État profond a-t-il été affaibli au profit de l'État public suite à l'élection de Barack Obama, ou au contraire s'est-il renforcé avec la crise et l'administration actuelle ?

Peter Dale Scott : Après deux années de présidence Obama, je dois conclure avec regret que l'influence de l'État profond, ou plus exactement de ce que j'appelle dans mon dernier livre « La Machine de guerre états-unienne » (American War Machine), a continué de s'étendre, comme elle l'a fait sous chaque président des États-Unis depuis Kennedy. Un signe important de cela est l'ampleur avec laquelle Obama, en dépit de sa rhétorique de campagne, a continué d'élargir le champ d'application du secret au sein du gouvernement US et de punir les lanceurs d'alertes : sa campagne contre Wikileaks et Julian Assange, qui n'a pas encore été inculpé d'un quelconque crime, est sans précédent dans l'Histoire des États-Unis. Je suspecte que la peur de la publicité qui est perceptible à Washington est liée à la conscience que les politiques de guerre des États-Unis sont de plus en plus en décalage avec la réalité. En Afghanistan, Obama semble avoir capitulé face aux efforts du général Petraeus et d'autres généraux visant à s'assurer que les troupes US ne commenceraient pas à se retirer des zones de combat en 2011, tel qu'il avait été anticipé lorsqu'Obama autorisa une augmentation du nombre de soldats en 2009. Le dernier livre de Bob Woodward, intitulé Obama's Wars, rapporte que durant ce long débat dans l'administration pour trancher s'il fallait décider d'une escalade militaire en Afghanistan, Leon Panetta, le directeur de la CIA, conseilla à Obama qu'« *aucun président démocratique ne peut aller à l'encontre des conseils de l'armée... Donc faites-le. Faites ce qu'ils vous disent*. » Obama a récemment dit à des soldats US en Afghanistan : « *Vous accomplissez vos objectifs, vous réussirez votre mission* ». Cet écho des témoignages antérieurs – sottement optimistes – de Petraeus illustre pourquoi il n'y a pas eu d'évaluation réaliste du déroulement de la guerre au sein de la Maison Blanche en décembre 2010, comme il avait été initialement mandaté.

À l'image de Lyndon Johnson avant lui, le Président est à présent piégé dans un bourbier qu'il n'ose pas perdre, et qui menace de s'étendre au Pakistan autant qu'au Yémen, sinon au-delà. Je suspecte que les forces profondes qui dominent les deux partis politiques sont maintenant si puissantes, si affluentes, et par dessus tout si investies dans les profits générés par la guerre, qu'un président est plus loin que jamais de remettre en cause ce pouvoir, même s'il devient de plus en plus clair que l'ère de domination mondiale des États-Unis, comme celle de la Grande-Bretagne auparavant, est sur le point d'arriver à son terme.

Dans ce contexte Obama, sans débat ou révision, a prolongé l'état d'urgence intérieur proclamé après le 11-Septembre, avec les drastiques limitations des droits civils que cela implique. Ainsi, en septembre 2010, le FBI a pris d'assaut les bureaux de défenseurs pacifiques des droits de l'homme à Minneapolis et à Chicago, se basant sur un récent jugement de la Cour Suprême en vertu duquel l'expression et l'activisme non-violents relevant du Premier Amendement constituent des crimes s'ils sont « coordonnés avec » ou « sous la direction » d'un groupe étranger désigné comme « terroriste ». Il doit alors être relevé qu'en 9 ans, le Congrès ne s'est pas une seule fois réuni pour débattre de l'état d'urgence décrété par George W. Bush en réponse au 11-Septembre, un état d'urgence qui demeure donc effectif aujourd'hui. En 2009, l'ancien député au Congrès Dan Hamburg et moi-même avons publiquement fait appel à la fois au Président Obama pour qu'il mette un terme à cette urgence, et au Congrès pour qu'il tienne les audiences requises par son statut. Mais Obama, sans discuter, a prolongé à nouveau l'urgence du 11-Septembre le 10 septembre 2009, et une nouvelle fois l'année suivante. Entre-temps, le Congrès a continué d'ignorer ses obligations statutaires.

Un député du Congrès a expliqué à l'un de ses administrés que les provisions du National Emergencies Act ont maintenant été rendues inopérantes par la COG (Continuity of Government), un programme ultrasecret destiné à organiser la direction de l'État dans le cas d'une urgence nationale. Le programme de la COG fut partiellement mis en œuvre le 11-Septembre par Dick Cheney, l'un des principaux architectes de ce programme développé dans un comité opérant en dehors du gouvernement régulier depuis 1981 [NdT : voir plus bas pour plus de détails au sujet de la COG]. S'il est vrai que les dispositions du National Emergencies Act ont été rendues inopérantes par la COG, cela indiquerait que le système constitutionnel de contre-pouvoirs ne s'applique plus aux États-Unis, et que les décrets secrets priment dorénavant sur la législation publique.

Réseau Voltaire : Dans ce contexte, pourquoi le Congrès des États-Unis ne joue-t-il pas son rôle dans la limitation des pouvoirs secrets qui fut mise en place après le Watergate ? Quelles furent les conséquences de l'éviction de Nixon et du renforcement de la supervision du Congrès sur les opérations secrètes des services de renseignement des États-Unis ?

Peter Dale Scott : La stratégie de Nixon concernant le Vietnam consista à tenter d'obtenir le soutien du côté opposé en passant des accords stratégiques autant avec l'Union soviétique qu'avec la Chine. Ceci produisit une violente opposition de la part des « faucons » aussi bien que des « colombes » au sein d'une nation profondément divisée ; et je crois que des « faucons » issus de la CIA autant que du Pentagone prirent part à la crise fabriquée du Watergate qui conduisit à la démission forcée de Nixon. À la suite du Watergate, les « colombes » au sein du Congrès dit « McGovernite » de 1974 menèrent à bien un certain nombre de réformes au nom de politiques plus ouvertes et publiques, abolissant un état d'urgence qui avait survécu depuis la guerre de Corée, et établissant les restrictions juridiques et législatives sur la CIA et sur d'autres aspects du gouvernement secret. Ces réformes produisirent en retour une mobilisation concertée afin de les renverser, et de restaurer le statu quo ante. Ce débat politique sous-tendait un désaccord au sein de la direction du pays entre ceux que l'on appelait les « négociants » et les « Prussiens », la question étant de savoir si les États-Unis, suite au fiasco du Vietnam, devaient s'efforcer de revenir à leur rôle antérieur de nation commerçante prééminente, ou s'ils devaient répondre à la défaite du Vietnam par un accroissement supplémentaire de leurs forces armées.

Cette lutte bureaucratique et idéologique fut simultanément une lutte entre les modérés et les militaristes pour le contrôle du parti Républicain. Ceci culmina dans la chute de Nixon et la redirection graduelle de la politique étrangère des États-Unis — durant la présidence de Ford — de la coexistence pacifique avec l'Union soviétique vers des plans d'affaiblissement puis de destruction sous Ronald Reagan de ce que ce dernier appela « l'Empire du Mal ». Ainsi, en octobre 1975, l'implication très probable de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld dans la révolution de palais connue par les historiens sous le nom de « Massacre d'Halloween » signifia la défaite du républicanisme modéré de Nelson Rockefeller. Essentiellement, elle signifia la réorganisation de l'équipe de Ford préparant la fin de la détente.

Dick Cheney et Donald Rumsfeld, dirigeant alors l'équipe de la Maison Blanche du Président Gerald Ford et contrôlant le secrétariat à la Défense, jouèrent un rôle décisif dans le triomphe ultime des Prussiens en éloignant Henry Kissinger et en nommant George H.W. Bush en tant que directeur de la CIA, où il mit sur pied une nouvelle estimation, plus alarmiste, de la menace soviétique (d'où l'explosion correspondante des budgets de défense et le sabordage de la Détente). Depuis lors, nous avons pu observer une influence de plus en plus importante sur l'économie politique des États-Unis de ce que Dwight D. Eisenhower appela le « complexe militaro-industriel » dans son discours historique de fin de mandat prononcée le 17 janvier 1961.

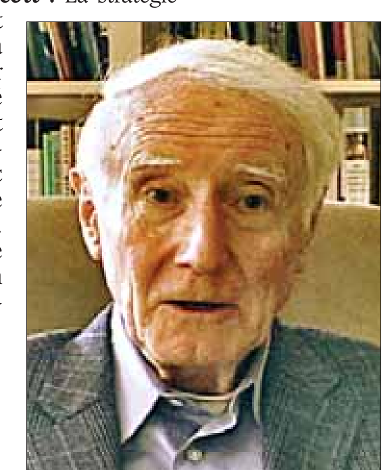
Aujourd'hui, nous sommes sous un état d'urgence nouveau et étendu, et la supervision par le Congrès des opérations secrètes de l'État profond des États-Unis est devenue presque inexistante. Par exemple, la supervision juridiquement mandatée par le Congrès des opérations secrètes de la CIA a été évitée avec succès par la création en 1981 du Joint Special Operations Command (JSOC) au Pentagone, qui incorpore simplement des membres du personnel de la CIA dans ses opérations. Le JSOC, aujourd'hui connu sous l'appellation Special Operations Command, est devenu le centre des opérations secrètes du Pentagone, comme celles conduites sous la direction du général Stanley McChrystal avant qu'il ne soit nommé commandant des forces armées de l'OTAN en Afghanistan.

Réseau Voltaire : Dans la question précédente, vous avez brièvement évoqué le rôle important de George Bush senior dans le sabordage de la Détente voulue par Henry Kissinger. M. Bush a pourtant passé une très brève période à la tête de la CIA. Est-ce que le remplacement de George H.W. Bush par l'amiral Stansfield Turner, plus modéré, à la tête de cette Agence a accru le contrôle des opérations secrètes menées par différents éléments de l'État profond des États-Unis ?

Peter Dale Scott : Non, absolument pas. Ce fut le contraire, car cer-



Leon Panetta, le directeur de la CIA (à gauche), conseilla à Obama qu'« aucun président démocratique ne peut aller à l'encontre des conseils de l'armée... Donc faites-le. Faites ce qu'ils vous disent. » Obama a récemment dit à des soldats US en Afghanistan



Peter Dale Scott

L'ancien vice-président américain Dick Cheney (à droite) et l'ancien secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld



La BCCI fut une énorme banque de blanchiment des revenus de la drogue. Avec ses budgets, ses ressources, elle corrompait des politiciens de premier plan à travers le monde, des Présidents, des Premiers ministres...

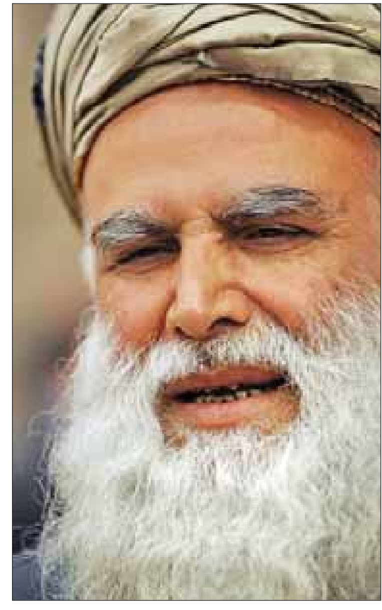
DÉMOCRATIE
L'ÉTAT PROFOND
PETER DALE SCOTT

tains des acteurs clés de ce que je viens d'expliquer, une fois évincés de la CIA suite à la nomination de l'amiral Turner, se trouvèrent une nouvelle « maison » en travaillant pour ce que l'on appelle le Safari Club. Le Safari Club était une organisation secrète hors registres unissant les directeurs des services de renseignement de nombreux pays — incluant la France, l'Égypte, l'Arabie saoudite, et l'Iran—. Notamment impulsée par celui qui était alors le directeur des renseignements extérieurs français, feu Alexandre de Marenches, cette organisation avait comme objectif de compléter secrètement les actions de la CIA en menant d'autres opérations anti-communistes en Afrique, en Asie centrale et au Moyen-Orient — opérations sur lesquelles le Congrès des États-Unis n'exerçait aucun contrôle—. Ensuite, en 1978, Zbigniew Brzezinski — qui ne faisait pas partie du Safari Club — supervisa un contournement de l'amiral Turner en organisant une unité spéciale au sein de la Maison-Blanche avec Robert Gates, l'actuel secrétaire à la Défense qui était alors un jeune agent opérationnel de la CIA. Sous la direction de Brzezinski, des officiers de la CIA s'allièrent à l'agence de renseignement de l'Iran, la SAVAK, afin d'envoyer des agents islamistes en Afghanistan, déstabilisant le pays d'une manière qui mena à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique en 1980.

La décennie suivante, marquée par l'implication secrète de la CIA en Afghanistan, fut déterminante dans la conversion de ce pays en un vivier de la culture de pavot, du trafic d'héroïne et de l'islamisme jihadiste. À ce sujet, il existe de très bons livres qui furent publiés il y a quelques années — l'un par Tim Weiner, l'autre par John Prados —. Mais du fait qu'ils se sont adressés à des officiers de la CIA qui leur ont montrés seulement une poignée de documents récemment déclassifiés, ces auteurs ne parlent pas de la drogue dans ces livres. La connexion narcotique est si profonde qu'elle n'est pas mentionnée dans les documents de la CIA rendus publics. Mais la collaboration de la CIA dirigée dès 1981 par William Casey avec la banque de la drogue appelée Bank of Credit and Commerce International (BCCI) encouragea la création d'une immense narco-économie en Afghanistan, dont les conséquences déstabilisantes contribuent à expliquer pourquoi des soldats de l'OTAN, des Afghans et des Pakistanais meurent quotidiennement dans ces contrées [2]. La BCCI fut une énorme banque de blanchiment des revenus de la drogue. Avec ses budgets, ses ressources, elle corrompait des politiciens de premier plan à travers le monde — des Présidents, des Premiers ministres...— Et une part de cet argent sale — on n'en parle pas beaucoup, mais c'est la réalité — atteignait des politiciens aux États-Unis, des politiciens des deux partis, et c'est l'une des principales raisons expliquant pourquoi nous n'avons jamais obtenu une enquête du Congrès visant la BCCI. Il y eut en fait un rapport du Sénat qui fut publié, signé par un Républicain, Hank Brown, et un Démocrate, John Kerry. Et Brown félicita Kerry pour avoir le courage d'écrire ce rapport alors que tant de personnes dans son parti étaient concernées par la BCCI. Cette dernière fut un facteur prépondérant dans la création de connexions avec des gens comme Gulbuddin Hekmatyar, qui était probablement le principal trafiquant d'héroïne au monde durant les années 1980. Il devint également le premier bénéficiaire des largesses de la CIA, complétées par une somme égale d'argent venant d'Arabie saoudite. Il y a quelque chose de terriblement néfaste dans une telle situation !

Réseau Voltaire : En 1976, Jimmy Carter a été élu en partie sur la base d'un programme de réduction des dépenses militaires et de détente avec l'Union soviétique, qui n'a pas été suivi dans les faits, durant les 4 ans de sa présidence. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ? Est-ce que son conseiller à la Sécurité Nationale Zbigniew Brzezinski — que vous avez évoqué dans votre réponse précédente — a joué un quelconque rôle dans cette politique étrangère nettement plus agressive qu'attendu ?

Peter Dale Scott : Les médias présentaient Carter comme un candidat populiste, un fermier sudiste cultivant des cacahuètes. Mais la réalité profonde était que Carter avait été préparé pour la présidence par Wall Street, et particulièrement par la Commission Trilatérale



Abdul Rasul Sayyaf

qui était financée par David Rockefeller, et dirigée par Zbigniew Brzezinski. Brzezinski, un Polonais viscéralement antisoviétique, devint alors le conseiller à la Sécurité nationale de Carter ; et dès le début de ce mandat, il court-circuita continuellement le secrétaire d'État Cyrus Vance afin de poursuivre une politique étrangère plus vigoureusement antisoviétique. En cela, Brzezinski alla à l'encontre des buts affichés de la Commission Trilatérale, dont le Président Carter avait été membre. L'idée sous-jacente de la Commission Trilatérale était une image plutôt attirante d'un monde multipolaire dans lequel les États-Unis auraient joué le rôle du médiateur entre le Deuxième Monde, c'est-à-dire le bloc soviétique, et le Tiers-Monde, qui était ce que l'on appelait à cette époque les pays sous-développés, ou les moins développés... Entre parenthèses, je déteste cette expression, ayant vécu en Thaïlande : dans certains aspects, ils sont bien plus développés que nous le sommes !

En résumé, lorsqu'il a été élu, Carter nomma comme secrétaire d'État un authentique trilatéraliste, Cyrus Vance, et il avait comme conseiller à la Sécurité Nationale Zbigniew Brzezinski, qui était déterminé à utiliser l'État profond afin d'infliger autant de dommages qu'il pouvait à l'Union soviétique. Et la majorité de ce qui est perçu comme les « succès » du régime de Reagan eurent clairement leurs origines sous Brzezinski. Ce fut une totale répudiation de ce pourquoi la Commission Trilatérale s'était engagée. Carter — ce pauvre homme — fut élu en promettant des coupes dans le budget de la Défense et, avant qu'il ne soit parti, il avait engagé le département de la Défense dans de massives augmentations budgétaires qui, encore une fois, furent associées à Reagan, mais furent initiées avant lui. Par conséquent, une campagne massive visant à une hausse des budgets de défense



Gulbuddin Hekmatyar

— discrètement menée par de riches industriels de l'appareil militaire qui agissaient à travers le Comité sur le Danger Présent — amena l'opinion publique états-unienne à renforcer l'impulsion de Brzezinski pour une présence et une politique étrangère US plus militantes, particulièrement dans l'Océan indien.

Réseau Voltaire : Après avoir été un homme très influent auprès du Président Gerald Ford, Dick Cheney — aux côtés de son mentor Donald Rumsfeld et du vice-président George H.W. Bush — a été depuis la présidence Reagan l'un des hommes clés du programme ultra secret de « Continuité du Gouvernement » (Continuity of Government, COG). Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste ce programme ? A-t-il déjà été appliqué, même partiellement ?



No captions

Peter Dale Scott : Depuis le début de la présidence de Reagan en 1981, un groupe secret évoluant en dehors du gouvernement régulier fut mis en place afin de travailler sur ce que l'on appelle la Continuité du Gouvernement (« Continuity of Government » ou COG), en d'autres termes des plans de la COG destinés à organiser la gestion de l'État en cas d'urgence nationale. Ce programme était initialement une extension de plans préexistants visant à répondre à une attaque nucléaire qui décapiterait la direction des États-Unis. Mais avant la fin du mandat de Reagan, les termes furent modifiés par son ordre exécutif 12686 de 1988 afin de couvrir n'importe quelle urgence.

La COG est une autre chose que l'on associe à Reagan, mais ces plans commencèrent en réalité sous Jimmy Carter, même si ce dernier peut ne jamais avoir été au courant de cela. En effet, Carter créa la FEMA [l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence], qui a historiquement toujours été l'infrastructure de planification de la COG. Ce qui est assez choquant, c'est que les plans de la COG sont des plans extrêmes, mais que le Congrès n'en était pas au courant durant les années 1980. Seul un petit groupe — dont faisaient partie Oliver North, Dick Cheney et Donald Rumsfeld — étaient chargés de travailler sur ces plans en vertu d'un ordre exécutif top secret de Reagan émis en 1981, comme expliqué précédemment.

La question de la COG fut pour la première fois évoquée publiquement en 1987, durant les auditions relatives à l'affaire Iran-Contra, lorsqu'un député du Congrès nommé Jack Brooks demanda à Oliver North : « Colonel North, dans le cadre de votre travail au Conseil de Sécurité Nationale, ne vous a-t-on pas assigné à un moment donné à la planification de la continuité du gouvernement en cas de survenance d'un désastre majeur ? ». Le député du Congrès Brooks ajouta : « *J'étais particulièrement préoccupé, M. le président, car j'ai lu dans des journaux de Miami et dans plusieurs autres qu'un plan avait été élaboré, par cette même agence, un plan de contingence en cas d'urgence, lequel suspendrait la Constitution des États-Unis. J'en ai été profondément troublé, et je me suis demandé si c'était un domaine sur lequel il avait travaillé. Je crois que c'est le cas et je voulais avoir cette confirmation.* » Le sénateur Inouye, directeur de cette commission d'enquête du Congrès, lui répondit avec une certaine nervosité : « *Avec tout le respect que je vous dois, puis-je vous demander de ne pas toucher à ce sujet à ce stade-là ? Si nous désirons l'aborder, je suis certain que des arrangements peuvent être pris pour une session exécutive.* » Les questions du député du Congrès Brooks portaient clairement sur la « Continuité du Gouvernement », et ces arrangement pour réunir une session exécutive ne furent jamais entrepris.

Cheney et Rumsfeld — deux figures clés du programme de la COG — continuèrent à participer à ces plans et exercices très onéreux au cours des deux décennies successives, même si vers la fin des années 1990, ces deux hommes étaient des directeurs d'entreprises privées n'ayant aucune connexion avec le gouvernement. Il a été rapporté que la nouvelle cible remplaçant l'Union soviétique aurait été le terrorisme, mais certains journalistes ont avancé que dès le début des années 1980, il existait des plans majeurs destinés à faire face au genre de protestations anti-guerre qui, dans l'esprit d'Oliver North et d'autres comme lui, avaient été responsables de la défaite des États-Unis au Vietnam.

Il n'est pas remis en question que, le 11-Septembre, les plans de la COG ont été partiellement mis en œuvre, parallèlement à un état d'urgence officiellement proclamé. Celui-ci est toujours en place 9 ans après, au mépris d'une loi post-Watergate appelant soit à une approbation, soit à une cessation d'une urgence nationale par le Congrès tous les 6 mois. Les plans de la COG sont un secret étroitement gardé, mais il y eut durant les années 1980 des rapports déclarant que ces plans impliquaient la surveillance et la détention sans mandats, ainsi qu'une militarisation permanente du gouvernement. Dans une certaine mesure, ces changements ont été clairement mis en place depuis le 11-Septembre.

Il n'existe aucun moyen de déterminer combien de changements constitutionnels survenus depuis le 11-Septembre peuvent trouver leur source dans la planification de la COG. Nous savons cependant que de nouvelles mesures de planification de la COG furent une nouvelle fois instaurées en 2007, lorsque le président Bush a émis la National Security Presidential Directive 51 (Directive Présidentielle de Sécurité Nationale, ou NSPD-51/HSPD-20). Cette directive formulait ce que la FEMA a appelé ultérieurement « une nouvelle vision pour assurer la continuité de notre gouvernement », et a été suivie en août par un nouveau National Continuity Policy Implementation Plan (Plan d'Implantation de la Politique de Continuité Nationale). La NSPD-51 a également invalidé la PDD 67, qui était la directive de la COG de la décennie précédente élaborée par



Richard Clarke, alors « tsar » du contre-terrorisme aux États-Unis depuis l'ère Clinton. Enfin, la NSPD-51 fit référence à de nouvelles « annexes classifiées sur la continuité », lesquelles doivent « être protégées contre toute divulgation non autorisée ».

Sous la pression de certains de ses administrés mobilisés pour obtenir une véritable enquête sur le 11-Septembre, le député au Congrès Peter DeFazio, membre de la Commission sur la Sécurité Intérieure, a demandé à consulter ces annexes à deux reprises. Sa demande a été rejetée la première fois. DeFazio a alors fait une deuxième requête, dans une lettre signée par le président de sa Commission. La demande a été à nouveau rejetée. Une fois de plus, comme je l'ai déclaré dans ma réponse à la seconde question de cet entretien, cela indiquerait que le système constitutionnel de contre-pouvoirs ne s'applique plus aux États-Unis, et que les décrets secrets priment dorénavant sur la législation publique.

Réseau Voltaire : Dans La Route vers le Nouveau Désordre Mondial, vous affirmez que la Commission nationale d'enquête sur le 11-Septembre — dont les membres furent nommés par le cabinet de George W. Bush, et dont le Rapport final fut rédigé par l'équipe du directeur exécutif Philip Zelikow — a procédé à des dissimulations récurrentes au sujet du 11-Septembre, notamment en ce qui concerne les actions de Dick Cheney ce matin-là. Pouvez-vous éclairer nos lecteurs sur ce point précis ?

Peter Dale Scott : Initialement, George W. Bush résista à toute enquête au sujet du 11-Septembre, jusqu'à ce que le Congrès n'impose une Commission d'enquête en réponse à une efficace campagne politique menée par les familles des victimes. (NdT : voir le documentaire Press for Truth – En quête de vérité) Thomas Kean et Lee Hamilton, les deux directeurs de la Commission, firent publiquement la promesse d'être guidés par les questions sans réponses des familles des victimes, comme par exemple celles de savoir qui étaient vraiment les pirates de l'air présumés, et comment trois bâtiments du World Trade Center s'effondrèrent, l'un d'entre eux n'ayant été frappé par aucun avion. Ces questions, puis d'autres interrogations, ne furent finalement pas du tout traitées. Dans le même temps, la Commission reçut un grand nombre de témoignages contradictoires, et elle a — à de multiples reprises — réécrit certains récits. Sous l'étroite supervision de Philip Zelikow, le directeur de cette Commission qui avait été depuis longtemps employé par le gouvernement en matière de sécurité nationale, le Rapport de la Commission sur le 11-Septembre ignora certaines contradictions et en corrigea d'autres d'une manière qui fut remise en question par de nombreux critiques. Le Rapport attribua le manque de réponses [de la défense des États-Unis] ce jour-là à un chaos et à une rupture systémique, ignorant d'autres témoignages de Cheney selon lesquels il joua un rôle prépondérant ce jour-là. La Commission ignora également d'importantes contradictions et remises en question du témoignage que Cheney donna à celle-ci. Un sujet crucial sur lequel la Commission n'a — de manière explicite — pas enquêté fut la mise en œuvre des plans de la COG le 11-Septembre (p.555, note 9). Elle n'a

Suite à la page (19)

Côte d'Ivoire, Lybie : Faits et méfaits du "droit d'ingérence"

Par Djamel LABIDI

Après la Lybie, la France intervient en Côte d'Ivoire. On pourrait tout autant dire qu'avant la Lybie, la France était intervenue en Côte d'Ivoire, tant l'ingérence et l'intervention militaire de la France ont été chroniques dans ce pays depuis son indépendance. En 2004, les troupes françaises avaient ouverts le feu sur la foule à Abidjan, faisant 90 morts et 2000 blessés.

Les deux interventions militaires, en Lybie et en Côte d'Ivoire, ont des points communs. Tout d'abord la recherche de la couverture du Conseil de Sécurité de l'ONU pour légaliser une ingérence flagrante dans les affaires d'un autre Etat. Pour ce qui est de la Côte d'Ivoire, les forces de l'ONU n'ont été, d'évidence, qu'un paravent à l'intervention des forces françaises. Pour la Lybie, on sait comment la résolution 1973 a été manipulée et violée, sans qu'une réelle opposition à cela puisse s'imposer au sein du Conseil de sécurité.



Il est en effet clair que sans la présence des troupes françaises Ouattara ne serait d'aucune efficacité militaire, ni ne penserait probablement même à agir militairement

Le conseil de l'insécurité

Du fait de la répétition de ces pratiques, le Conseil de sécurité apparaît aujourd'hui comme l'organe d'une sorte de dictature mondiale à travers une alliance des principales puissances militaires occidentales, USA, Angleterre, France. Ces trois puissances sont, en général partantes pour toutes les interventions militaires.

La Chine et la Russie, en pleine transition industrielle, n'ont d'évidence pas les moyens actuellement de s'opposer à cette domination. Elles réservent apparemment l'utilisation de leur droit de veto aux situations où leurs intérêts vitaux sont directement touchés, ce qu'évitent d'ailleurs de faire les puissances occidentales.

Il s'agit d'une dictature, car la «Communauté internationale» à laquelle on se réfère, et qui est supposée fournir la justification morale à ces interventions, n'a jamais été aussi absente et silencieuse au sein de l'ONU. L'Assemblée générale de l'ONU, qui en est l'expression, ne joue plus le rôle de relais de l'opinion mondiale, qu'elle remplissait auparavant, quand elle avait par exemples condamné l'apartheid ou défini le sionisme comme une forme de racisme. Le rôle du Secrétaire général de l'ONU semble, lui aussi, se réduire de plus en plus à celui d'un employé docile et effacé du Conseil de Sécurité, qui sert par sa présence d'alibi dans les conférences internationales, et qui n'ose même pas s'inquiéter de la bonne application et du respect des résolutions du Conseil de Sécurité.

Le Tribunal pénal international (TPI), conçu au départ comme un des instruments de la démocratie internationale, est peu à peu détourné, instrumentalisé au service d'une dictature internationale, selon les «deux poids, deux mesures». Les dirigeants occidentaux et pro-occidentaux y bénéficient de l'immunité. Les morts civils des bombardements des forces militaires occidentales, sont des «bavures «ou des «dommages collatéraux», tandis que ceux causés par l'adversaire, ou attribués à lui, sont des «crimes contre l'humanité». Pour la Lybie et la Côte d'Ivoire, il est intéressant de voir comment la menace du TPI est brandie ou retirée selon l'objectif, qu'on veuille écraser et humilier un dirigeant, ou lui laisser entrevoir une porte de sortie.

Ingérence et guerres civiles

Un autre point commun à la situation en Lybie et en Côte d'Ivoire, est que l'intervention militaire étrangère y déclenche ou y nourrit une guerre civile. Celle-ci, comme son nom l'indique, est la plus coûteuse en vies civiles, alors que l'objectif proclamé au départ de l'intervention est de protéger les populations. En Lybie, comme en Côte d'ivoire, les interventions se sont vite transformées en ingérence caractérisée au profit toujours d'un camp, celui jugé pro-occidental par rapport à l'autre. L'ingérence fausse le jeu des rapports de force internes à une société et rend toujours plus difficile la recherche du compromis et le dialogue entre les forces nationales d'un pays.

En Lybie, c'est une insurrection, déclenchée dans des conditions obscures, qui a fourni le prétexte à l'intervention puis carrément à l'ingérence. Du coup, les véritables données sur la situation en Lybie, s'en sont trouvées brouillées et l'intervention du peuple libyen paralysé. Celui ci apparaît d'ailleurs étrangement absent et silencieux comme s'il était seulement l'enjeu passif des combats. Chaque camp peut alors revendiquer le soutien du peuple sans que rien ne permette de contrôler la véracité de ce qui est proclamé. Que l'intervention ait eu pour objectif de déclencher un affrontement interne, ou qu'il en soit la conséquence, le résultat est le même : la guerre civile est installée et elle nourrit à son tour l'ingérence, dans une situation où on ne peut plus alors distinguer les effets des causes. C'était déjà la situation en Irak et en Afghanistan, cela risque de devenir celle de la Lybie et de la Côte d'Ivoire. La haine diffusée dans la société par la guerre civile rend alors le pays qui en est victime fragile et vulnérable pour longtemps.

En Côte d'Ivoire, c'est le non respect du résultat des élections présidentielles qui a été la raison proclamée de l'ingérence. Mais là, c'est l'ingérence qui a précédé l'intervention militaire violente actuelle, bien que la présence de troupes officiellement sous le contrôle de l'ONU (mais dont l'action dépend en réalité opérationnellement de celle des troupes françaises) soit plus ancienne. C'est donc déjà la preuve que l'ingérence peut aggraver les problèmes jusqu'à provoquer et justifier à la fois une intervention militaire. Un engrenage s'installe alors où l'intervention a alimenté la guerre civile en Côte d'Ivoire, alors, qu'à l'origine, elle était supposée vouloir l'empêcher.

Pour le résultat des élections, dans les deux cas, que ce soit celui

Suite à la page (16)

Les mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye

Par Jean-Paul Pougala

Les vraies raisons de la guerre

1. Premier satellite Africai Rascom

C'est la Libye de Kadhafi qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes : assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télémédecine et l'enseignement à distance ; pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio WMAX. L'histoire démarre en 1992 lorsque 45 pays africains créent la société RASCOM (*ndlr.* Regional African Satellite Communication Organization) pour disposer d'un satellite africain et faire chuter les coûts de communication sur le continent.

Téléphoner de et vers l'Afrique est alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait par an sur les conversations téléphoniques même à l'intérieur du même pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat. Un satellite africain coûtait juste 400 millions de dollars payable une seule fois et ne plus payer les 500 millions de location par an. Quel banquier ne financerait pas un tel projet ? Mais l'équation la plus difficile à résoudre était : comment l'esclave peut-il s'affranchir de l'exploitation servile de son maître en sollicitant l'aide de ce dernier pour y parvenir ? Ainsi, la Banque Mondiale, le FMI, les USA, l'Union Européenne ont fait miroiter inutilement ces pays pendant 14 ans.

C'est en 2006 que Kadhafi met fin au supplice de l'inutile mendicité aux prétendus bienfaiteurs occidentaux pratiquant des prêts à un taux usuraire; le guide Libyen a ainsi mis sur la table 300 millions de dollars, La Banque Africaine de Développement a mis 50 millions, la Banque Ouest Africaine de Développement, 27 millions et c'est ainsi que l'Afrique a depuis le 26 décembre 2007 le tout premier satellite de communication de son histoire. Dans la foulée, la Chine et la Russie s'y sont mises, cette fois en cédant leur technologie et ont permis le lancement de nouveaux satellites, Sud-Africain, Nigérian, Angolais, Algérien et même un deuxième satellite africain est lancé en juillet 2010. Et on attend pour 2020, le tout premier satellite technologiquement 100% africain et construit sur le sol africain, notamment en Algérie. Ce satellite est prévu pour concurrencer les meilleurs du monde, mais à un coût 10 fois inférieur, un vrai défi. Voilà comment un simple geste symbolique de 300 petits millions peut changer la vie de tout un continent. La Libye de Kadhafi a fait perdre à l'Occident, pas seulement 500 millions de dollars par an mais les milliards de dollars de dettes et d'intérêts que cette même dette permettait de générer à l'infini et de façon exponentielle, contribuant ainsi à entretenir le système occulte pour dépouiller l'Afrique.



Kadhafi, l'africain qui a permis de laver l'humiliation de l'apartheid

2. Fonds monétaire africain, Banque centrale africaine, Banque africaine des investissements

Les 30 milliards de dollars saisis par M. Obama appartiennent à la Banque Centrale Libyenne et prévus pour la contribution libyenne à la finalisation de la fédération africaine à travers 3 projets phare : la Banque Africaine d'Investissement à Syrte en Libye, la création dès ce 2011 du Fond Monétaire Africain avec un capital de 42 milliards de dollars avec Yaoundé pour siège, la Banque Centrale Africaine avec le siège à Abuja au Nigeria dont la première émission de la monnaie africaine signera la fin du Franc CFA grâce auquel Paris a la main mise sur certains pays africains depuis 50 ans. On comprend dès lors et encore une fois la rage de Paris contre Kadhafi. Le Fonds Monétaire Africain doit remplacer en tout et pour tout les activités sur le sol africain du Fonds Monétaire International qui avec seulement 25 milliards de dollars de capital a pu mettre à genoux tout un continent avec des privatisations discutables, comme le fait d'obliger les pays africains à passer d'un monopole publique vers un monopole privé. Ce sont les mêmes pays occidentaux qui ont frappé à la porte pour être eux aussi membres du Fonds Monétaire africain (FMA) et c'est à l'unanimité que le 16-17 décembre 2010 à Yaoundé les Africains ont repoussé cette convoitise, instituant que seuls les pays africains seront membres de ce FMA.

Il est donc évident qu'après la Libye la coalition occidentale déclarera sa prochaine guerre à l'Algérie, parce qu'en plus des ses ressources énergétiques énormes, ce pays a une réserve monétaire de 150 milliards d'Euros. Ce qui devient la convoitise de tous les pays qui bombardent la Libye et qui ont tous quelque chose en commun. Ils sont tous financièrement en quasi faillite, les USA à eux seuls ont 14.000 Milliards de dollars de dettes, La France, la Grande Bretagne et l'Italie

Suite à la page (18)

Dictature en Herbe et Religion Opium en Haïti

Le Craquement des Valeurs Religieuses et la Poudre aux Yeux.

« Le Diable le prend avec lui sur une très haute montagne, lui montre tous les royaumes du monde avec leur gloire et lui dit : Tout cela, je te le donnerai, si, te prosternant, tu me rends hommage. » (Matthieu 4, 8-9)

Il y a quelques semaines, un véritable tollé a éclaté au sein de l'Eglise protestante et très peu catholique d'Haïti. Crime d'apostasie. Sacrilège. Profanation du temple. Mauvaise foi ? Le pasteur Chavannes Jeune venait d'apporter son soutien officiel à l'incarnation vivante du Mal absolu. Le mal qui « qui ment absolument » : le candidat Micky Martelly. Candidat caméléon (rose, kaki, gros bleu, Ninja) Micky avait orchestré une offensive de charme auprès des « prêcheurs » en eaux troubles en vue de donner l'impression qu'il avait « changé », qu'il était le même et différent, qu'il était en fait deux personnages en même temps. Mais à chaque fois que Martelly se regarde dans son miroir, c'est toujours Micky qui apparaît. Ricanement sonore et affreux comme dans le Thriller de Michael Jackson. L'ombre suit pas à pas dans la nuit noire, de l'autre côté de minuit. Délire de persécution. « Tout m'afflige et me nuit et conspire à me nuire. » Racines vivantes de la nuisance sous « le soleil le plus chaud » du monde. Image obsédante. Cauchemar. Miroir brisé. Fuite en avant. Auto/cannibalisme. Il faut faire « disparaître » Micky sans attirer l'attention des emmerdeurs d'Amnesty International. Exîle Aux Ananas. Aux Iles Turques. Aux calendes grecques. L'envoyer au musée de l'horreur à Disneyland.

Miracle de la réincarnation. Changement de casaque. Changement de corps dans le nouveau décor de la politicaillerie haïtienne. A cor et à cri, la campagne d'intoxication de Micky avalait du terrain parmi les « fidèles de la résignation agenouillés dans les églises ». Contes à dormir debout. Propagande dernier cri. Appels robots. Retire-toi de moi Satan. Je renonce à l'avance à tes avances. Cris de joie et de bonheur. Micky m'a appelé personnellement sur mon portable pour me demander d'aller voter pour Martelly. L'heure de la délivrance approche. Alléluia. Cœurs en émoi. Il était de bonne humeur. Il n'a pas injurié ma maman. Il n'a pas mentionné son bozo sept fois. Quel bonheur. Quel honneur.

Histoires à l'eau de rose. Histoires enfantines pour une jeunesse avide de rêves fous. Le pasteur C. Jeune retourne prématurément en enfance et veut faire avaler des cubes Maggi pour des bonbons de caramel. Rage de vivre et mirages. Promesse de kermesses pain quotidien. Vivres à gogo. Mazonbelles artificielles pour les belles demoiselles. Tous les chemins mènent à Rhum. Garçon : un gallon de rhum-coca et une cuillerée à café de cocaïne pour ma coquette. Une cuillerée à thé pour mon beau damoiseau.

Chirurgie esthétique. Transfusion de sang propre. Transplantation de conscience et de décence en présence de Baby Doc. Maquillage avec des produits cosmétiques (pour « laideurs » politiques) importés directement d'Espagne. Murs de carton-pâte. Papier d'emballage sophistiqué pour marchandise avariée. Le produit « fini », pourri était prêt pour la distribution massive sur le marché local et international. Surconsommation de rêves et de chimères dans un pays livide, avide de changement. N'importe lequel. Pourvu que ça ne soit pas du Préval. Peu importe que ça soit pire.



Le pasteur Chavannes Jeune

Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. Subitement Micky était devenu un chérubin qui avait contemplé dans son jeune âge la possibilité de devenir prêtre. Père de famille modèle. Enfant prodigue. Prodige musical. Succès parmi ses pairs musiciens. Le fric, c'est chic. As des as. L'argent n'a pas l'odeur infecte des fesses exposées à la face des fans. Jolies paires de chaussettes roses, etc. Aucun argu/ment n'était épargné pour justifier l'injustifiable. Difficulté pour le pasteur C. Jeune de repérer le Renard de la fable dans son repaire. Mais, la réalité reste là, têtue comme un Mulet. Micky traine derrière lui un passé (lointain et récent) lourd comme un boulet de galère. Clair et présent danger. On ne devient pas par accident Tonton-Macoute à l'âge de 15 ans. Longue expérience dans la politique répressive. VSN depuis 35 ans. Réactionnaire précoce et coriace. Collabo de l'Armée Zobop. Mignon des militaires. Chantre officiel de l'extrême-droite duvaliériste et putschiste. Plausible participation directe aux escadrons de la mort.

L'offensive médiatique de la phalange pseudo-religieuse pour proclamer la rédemption miraculeuse de Micky marchait au rythme assourdissant de la botte fasciste.

Quand est-ce que la « réincarnation » de Micky s'est-elle opérée ? Tout au cours de la campagne présidentielle, le maître-chanteur est resté à la hauteur de sa mauvaise réputation. Montréal : agressions verbales contre un jeune journaliste qui a eu le rare courage de poser de vraies questions. Fort Liberté : Micky déclare que si on ne vote pas pour lui, il va guetter votre maman par-ci, et par-là. Vous ne voulez pas qu'il mette cette menace à exécution ? A vous de démêler votre guêtre. Jacmel : incitation à la violence. Si je ne gagne pas, nous ferons la même petite chose. Traduction : vandalisme et incendies. Port-au-Prince : débat électoral. Regardez à nouveau les images. Regardez bien « la tête à claques, la tête à massacre » de Micky menaçant les journalistes. Ce que l'on voit là, ce n'est pas un candidat à la première magistrature de l'État, c'est un « bandit légal ». Refus de participer à un deuxième débat télévisé pour éviter une crise de rage et un grand dérapage. On aurait pu organiser ce second débat en enfermant Micky dans une cage. Mais à quoi bon prendre des risques ? Le malheur n'a pas d'avertisseur. Mauvaise réputation nationale et internationale. Vainqueur au hit parade de la peur. Voilà ce que le Magazine Jeune Afrique écrit au sujet de Micky dans sa dernière édition : « Durant la campagne, Martelly n'a pas hésité à menacer des journalistes. Nerveux, il a eu du mal à se maîtriser face à la contradiction. »

Abordons la question des 3 journalistes limogés à la TNH immédiatement après la visite de « courtoisie » de Micky. Coïncidence ? Abus de pouvoir ? Purge préventive de la Presse ? Voici le témoignage de la journaliste Marie Raphaëlle Pierre rapporté sur Internet le 16 avril par Bamako Hebdo : « Nous avons été surpris. Ce matin, le président élu était parti pour une émission à la télévision nationale. Il a trouvé trois journalistes qui avaient participé activement à la campagne électorale aux côtés de sa rivale lors de la présidentielle. Il a aussitôt mis fin à leur fonction au niveau de la radio et de la télévision nationales. » Selon la même publication, M. Frantz Duval, directeur du journal Le Nouvelliste, en tournée professionnelle à Nîmes, a ajouté à ce sujet que Micky « débute très mal, et cela avant son investiture. »

Dès que j'entends le mot journaliste, je sors mon Bazooka. C'était la première occasion en or pour Micky de sauver les apparences. Il aurait pu prendre ouvertement ses distances par rapport à cette décision arbitraire. Non, je ne suis pas responsable de la révocation des journalistes. Qu'ils soient réintégrés à leur poste. Oui, je crois fermement en la pluralité et la diversité des voix au niveau de la Presse. Je ne tiens pas à ce que la TNH devienne une caisse de résonance pour mon pouvoir. Vive la différence. A bas la déférence abusive et forcée. Je suis prêt à me sacrifier pour que mes adversaires aient le droit de s'exprimer librement. Je suis sûr que lorsque j'aurai fait mes preuves, je gagnerai sinon la confiance de mes critiques, du moins leur respect. Voilà comment un homme politique éclairé aurait parlé. Voilà comment un vrai démocrate se serait exprimé. Mais cela suppose un niveau de sophistication que Micky ne pourra jamais atteindre. Même dans sa vie en rose, même dans ses rêves les plus fous. Flashback : l'Automne du Patriarche de Gabriel García Márquez. « Elle ne put réprimer un élan d'orgueil maternel en s'écriant à haute voix devant le Corps Diplomatique au grand complet : Si j'avais su que mon fils allait devenir Président de la République, je l'aurais envoyé à l'école. »

Fondamentalement, la prétendue métamorphose de Micky n'est qu'un leurre pour esprits rôrottes. Pour ceux qui sont encore à l'heure de la métempsychose. Un artifice pour ceux qui ne pensent pas, mais qui prient toute la sainte journée et qui sont pris aujourd'hui dans les mailles et les pailles de la propagande du nouveau sauveur personnel : Micky. C'est une nouvelle ère de grande mystification. Ere des ténèbres. Obscurantisme. Ecce Homo. Voici l'Homme. La croyance superstitieuse dans l'homme providentiel erre dans l'air. Même le Président Bill Clinton a retrouvé son saxo alto dans la sémantique du magique en qualifiant la victoire de Micky de : « petit miracle ». La politique haïtienne est retournée dans l'aire du merveilleux et de la mythification du Mal. Dans ce nouvel univers virtuel et à ciel ouvert, ce qui compte, c'est les nuages épais du crack et les pluies acides du rêve éveillé. Mais, c'est aussi le temps du réveil avant le « bain quotidien » de sang. Un ami poète ne me rappelait-il pas récemment ce vers d'Apollinaire magistralement repris par l'écrivain Gary Klang : « Il est grand temps, grand temps vous dis-je, de rallumer les étoiles. »



A chaque fois que Martelly se regarde dans son miroir, c'est toujours Micky qui apparaît

Le pouvoir politique ne transforme pas les tigres ensanglantés en chatons mignons. Ni les loups en moutons. « Le pouvoir absolu, corrompt absolument. » La seule garantie que nous ayons avec Micky, c'est qu'en matière de corruption, il lui sera difficile de faire « mieux » que par son passé. Que dis-je ? Pire. Dans ce cas très particulier, l'Académie Française devra donner l'autorisation de dire et d'écrire « plus pire.»

Pour satisfaire des ambitions bassement politiciennes qu'il caresse depuis la fin du coup d'État militaire (1991-1994), Micky a été forcé de revêtir un masque de sociabilité pendant la période du carnaval électoral. Les marchands du Temple ont été trop heureux de participer à la foire des saltimbanques en vue de récolter les dividendes du pouvoir temporel. Ils ont donné un chèque en blanc à la bêtise et ont avili ainsi leurs églises.

Support de Chavannes Jeune à qui ? A Micky Martelly ? Saisissement du greffier, preneur de bonnes notes. Emotion du plumitif officieux de la Nation en proie aux griffes acérées de la pintade. Emoi du calligraphe superbe engagé dans le déchiffrage des nouvelles gammes de la Croix Gammée. Souvenirs atroces. Mon oncle Robert Bruno lâchement assassiné par la soldatesque macoutique aux temps immémoriaux. Mémoire d'enfant blessé dans la chair de sa chair. « Mémoire d'Encrier ». Mémoire d'enfant ancré dans le rêve. Mémoire de sang envahissant les cauchemars de pintades carnivores déchiquetant des cadavres de chrétiens/vivants. Mémoire de buvard incapable d'éponger tout ce sang. Tâches d'encre et de sang dans les marges de la mémoire qu'aucune gomme ne saurait effacer. Mémoire d'enfant bavard avec sa plume et qui n'a pas changé. Mémoire d'arrestations arbitraires. Mémoire de Maître Sauvignon qui ne sortait pas de son bunker d'école primaire parce qu'il était officieusement et macoutiquement placé en résidence surveillée. Mémoire de marronnage de mon frère professeur. Mémoire de mon père (mon plus que père) condamné à la résistance dans le silence. Toi qui allais si rarement à l'église et qui avais fait de la générosité de cœur ta vraie religion. Mémoire de tous ces héros familiers, anonymes et aphones. C'est pour eux aujourd'hui que je parlerai.

Suite à la page (18)

Rapport Central au VIème Congrès du Parti Communiste de Cuba

Ière Partie

Compañeras et compañeros, Nous commençons cette après-midi les séances du VIème Congrès du Parti Communiste de Cuba à une date très importante de notre histoire, le 50ème anniversaire de la proclamation du caractère socialiste de la Révolution par son Commandant en Chef Fidel Castro Ruz, le 16 avril 1961, lors de la cérémonie d'adieu aux victimes des bombardements, le jour avant, des bases aériennes, comme le prélude de l'invasion mercenaire par Playa Girón qui, organisée et financée par le gouvernement des États-Unis, faisait partie de ses plans pour détruire la Révolution et rétablir avec l'agrément de l'Organisation des États Américains (OEA), la domination sur Cuba.

Fidel disait alors au peuple armé et enhardi : « C'est ce qu'ils ne peuvent nous pardonner… que nous avons fait une Révolution socialiste au nez même des États-Unis »… « Compañeros ouvriers et paysans, celle-ci est la Révolution socialiste et démocratique des humbles, avec les humbles et pour les humbles. Et pour cette Révolution des humbles, par les humbles et pour les humbles, nous sommes prêts à offrir notre vie. » Fin de citation.

La réponse à cet appel ne s'est faite pas attendre et dans l'affrontement à l'agression, quelques heures après, les combattants de l'Armée Rebelle, des policiers et des miliciens ont versé, pour la première fois, leur sang en défense du socialisme et ont remporté la victoire avant 72 heures, sous la conduction du compañero Fidel lui-même.

La revue militaire à laquelle nous avons assisté ce matin, dédiée aux jeunes générations et en particulier la vibrante marche du peuple, qui a eu lieu par la suite, sont une preuve éloquente des forces dont dispose la Révolution pour continuer l'exemple des combattants héroïques de Playa Girón.

Nous ferons autant à l'occasion de la Journée Internationale des Travailleurs, le premier mai prochain, tout le long du pays afin de manifester l'unité des Cubains en défense de leur indépendance et souveraineté nationales, concepts que l'histoire a prouvé qu'il est possible d'atteindre seulement avec le socialisme.

Ce Congrès, en tant qu'organe suprême de l'organisation du Parti, tel qu'il est établi dans l'article 20 de ses statuts, qui réunit aujourd'hui mille délégués en représentation de presque 800 mille militants regroupés dans plus de 61 mille cellules, a commencé en fait le 9 novembre dernier, lors de la présentation du Projet de Directives de la Politique Économique et Sociale du Parti et la Révolution, question qui, comme il a déjà été indiqué, constitue le thème principal du Congrès, sur lequel le peuple a fondé de grandes attentes.

À partir de là de nombreux séminaires ont eu lieu, qui ont servi à éclaircir et à approfondir dans le contenu des directives, et à préparer de manière adéquate les cadres et fonctionnaires qui, à leur tour, seraient à la tête du processus de discussion avec les militants, les organisations de masses et la population en général.

Pendant trois mois, du premier décembre 2010 au 28 février de la présente année, a eu lieu le débat auquel ont participé 8 millions 913 mille 838 personnes dans plus de 163 mille réunions tenues au sein des différentes organisations, en registrant un chiffre supérieur aux trois millions d'interventions. Il faut éclaircir que dans l'ensemble de participants sont inclus, sans l'avoir défini avec exactitude, des dizaines de milliers de militants du Parti et de l'UJC qui ont assisté aux réunions de leurs cellules ou comités de base, aussi bien qu'à celles tenues dans les lieux de travail ou établissements d'études et en plus dans les communautés où ils résident. C'est le cas aussi de ceux qui ne militent pas et ont participé dans leurs collectifs de travail, et postérieurement dans les quartiers respectifs.

L'Assemblée Nationale du Pouvoir populaire elle-même a consacré presque deux journées complètes, lors de sa dernière session ordinaire, en décembre dernier, à l'analyse du Projet de Directives parmi les députés.

Ce processus a mis en évidence la capacité du Parti de conduire un dialogue sérieux et transparent avec la population sur n'importe quel sujet, aussi sensible qu'il soit, surtout lorsqu'il s'agit de forger un consensus national sur les traits qui devraient caractériser le modèle économique et social du pays.

En même temps, selon les informations récoltées, les résultats du débat constituent un formidable instrument de travail pour la direction du gouvernement et le Parti à tous les niveaux, ainsi qu'une sorte de référendum populaire par rapport à la profondeur, la portée et le rythme des changements que nous devons introduire.

Dans un véritable et large exercice démocratique, le peuple a manifesté librement ses opinions, éclairci ses doutes, proposé des modifications, exprimé ses insatisfactions et différences et a suggéré aussi d'aborder la solution d'autres problèmes qui n'étaient pas dans le document.

Une fois de plus, la confiance et l'unité de la majorité des Cubains autour du Parti et la Révolution a été mis à l'essai, unité qui ne rejette pas les différences d'opinions mais qui se renforce et se consolide avec elles. Toutes les propositions sans aucune exclusion ont été incorporées à l'analyse, ce qui a permis d'enrichir le projet qui est soumis à la considération des délégués au Congrès.

Il serait opportun d'exprimer que, dans son essence, le Congrès a déjà eu lieu au milieu de ce magnifique débat avec le peuple. Aux délégués, il nous resterait dans ces séances de faire la discussion finale du Projet et l'élection des organes supérieurs de direction du Parti.

La commission de Politique Économique du VIème Congrès du Parti, chargée premièrement de l'élaboration du projet de directives, a été par la suite responsable de l'organisation du processus de son débat et a travaillé dans les cinq directions principales suivantes:

1. La reformulation des directives en tenant compte des opinions exprimées
2. L'organisation, orientation et contrôle de leur mise en œuvre.
3. La préparation minutieuse des cadres et des autres participants en vue de l'application de certaines mesures qui sont déjà en exécution en ce moment.
4. La supervision systématique des organismes et des entités chargés de mettre en pratique les décisions dérivées des Directives et évaluation de leurs résultats.
5. La conduite de la divulgation à la population.

En application de ce qui précède, le Projet de Directives à été reformulé qui fut soumis à une analyse les 19 et 20 mars dans des sessions du Bureau Politique et du Comité Exécutif du Conseil de Ministres, auxquelles ont participé le Secrétariat du Comité Central du Parti, les cadres dirigeants de la Centrale de Travailleurs de Cuba (CTC) et d'autres organisations de masses et de l'Union de Jeunes Communistes (UJC) ; il fut approuvé dans cette instance, également en qualité de projet, et il vous a été distribué en vue de son examen au sein de chacune des délégations provinciales au Congrès, avec l'intervention active des invités et sera débattu dans les cinq commissions de cette rencontre du Parti en vue de son adoption.

Ensuite, je vous donnerai certaines informations afin d'illustrer le peuple sur les résultats de la discussion des directives, bien que postérieurement une information détaillée en sera publiée.

Le document original avait 291 directives dont 16 furent intégrées dans d'autres, 94 ont maintenu leur rédaction, le contenu de 181 fut modifié et 36 nouvelles furent incorporées, ce qui donne un total de 311 dans le projet actuel.

Ces chiffres, en simple arithmétique, montrent la qualité de la consultation où plus ou moins deux tiers des directives, exactement 68 % ont été reformulées.

Ce processus a suivi le principe de ne pas faire que la validité d'une proposition dépende de la quantité d'opinions données. La preuve en est que plusieurs directives ont été modifiées ou supprimées, en partant de l'exposé d'une seule personne ou d'un nombre réduit d'elles.

Aussi est-il nécessaire d'expliquer que certaines opinions ne se voient pas reflétées dans cette étape, soit parce qu'il faut approfondir dans le sujet, ne disposant pas des conditions requises, ou dans d'autres cas parce qu'elles entrent en franche contradiction avec l'essence du socialisme, par exemple 45 propositions ont plaidé en faveur de la



concentration de la propriété.

Ainsi, je veux exposer que, comme tendance il y a eu en général compréhension et appui au contenu des directives, il n'y a pas eu d'unanimité tant s'en faut, et c'est précisément de ça dont nous avions besoin, si nous voulions vraiment une consultation démocratique et sérieuse avec le peuple.

Par conséquent, avec une sécurité totale, nous pouvons qualifier les directives comme l'expression de la volonté du peuple contenue dans la politique du Parti, du gouvernement et de l'État, de mettre à jour le modèle économique et social dans le but d'assurer la continuité et l'irréversibilité du socialisme, ainsi que le développement économique du pays et l'élévation du niveau de vie, conjugués avec la formation nécessaire de valeurs éthiques et politiques de nos citoyens.

Comme il fallait s'y attendre, dans la discussion des directives, la plus grande quantité de propositions s'est concentrée autour du Chapitre VI « Politique sociale » et le chapitre II « Politiques macroéconomiques », représentant les deux 50,9 % du total. Elles ont été suivies, par ordre décroissant, par les chapitres : XI « Politiques pour les Constructions, les Logements et les Ressources hydrauliques » ; le chapitre X « Politique pour le Transport », et le PREMIER chapitre « Modèle de Gestion économique ».

Sur ces cinq chapitres, d'un total de 12, se regroupait 75 % des opinions. Par ailleurs, dans 33 directives --11 % du total-- s'entassait 67 % des propositions ; les directives ayant motivé une plus grande quantité de propositions ont été la 162 portant sur l'élimination de la carte de rationnement, les 61 et 62 sur la politique de prix, la 262 sur le transport de passagers, la 133 portant sur l'éducation, la 54 relative à l'unification monétaire et la 143 associée à la qualité des services de santé.



Le président cubain Raul Castro lisant le Rapport Central au VIème Congrès du Parti Communiste de Cuba

La carte de rationnement et son élimination a été, sans aucun doute, la question qui a provoqué le plus d'interventions des participants au débat, et c'était logique qu'il ait été ainsi ; deux générations de Cubains ont passé leur vie sous ce système de rationnement qui, malgré son nocif caractère égalitariste, a offert durant décennies à tous les citoyens l'accès aux aliments de base à des prix dérisoires, hautement subventionnés.

Cet instrument de distribution qui a été mis en place dans les années 60 avec une vocation égalitaire à des moments de pénuries, en vue de protéger notre peuple de l'agiotage et l'accaparement à des fins lucratives de la part de quelques-uns, s'est transformé au fil des années en une charge insoutenable pour l'économie et un découragement pour le travail, en plus de générer diverses illégalités dans la société.

Étant donné que la carte est dessinée pour couvrir les 11 millions et plus de Cubains de la même manière, les exemples absurdes ne manquent pas comme celui que le café rationné est fourni même aux nouveau-nés. Ça se passait aussi avec les cigarettes jusqu'en septembre 2010, le quota en était distribué aux fumeurs et aux non fumeurs sans distinction, favorisant ainsi la croissance de cette nocive habitude chez la population.

À propos de ce sujet sensible, l'éventail d'opinions est très large ; il y a ceux qui suggèrent de la supprimer sur-le-champ et ceux qui s'opposent énergiquement à son élimination et proposent de tout rationner, y compris les articles industriels. D'autres sont d'avis que pour combattre l'accaparement et assurer l'accès de tous aux aliments de base, il faudrait dans une première étape, maintenir le quota rationné même si les prix cessent d'être subventionnés. D'autres enfin recommandent d'éliminer de la carte ceux qui n'étudient ni ne travaillent, ou bien ils conseillent que les citoyens aux plus gros revenus se passent volontairement de ce système.

Certes, le panier familial rationné, justifié dans des circonstances historiques concrètes, pour le fait d'avoir été maintenu durant tant de temps, contredit dans son essence le principe de la distribution qui doit caractériser le socialisme, à savoir « De chacun selon sa capacité, à chacun selon son travail » et cette situation doit être surmontée.

À ce propos, je considère opportun de rappeler ce qui a été dit par le compañero Fidel dans le Rapport Central au Premier Congrès du Parti le 17 décembre 1975, je cite : « Dans la conduction de notre économie, nous avons indubitablement commis des erreurs d'idéalisme et parfois avons méconnu la réalité qu'il existe des lois économiques objectives auxquelles nous devons nous en tenir », fin de citation.

Le problème auquel nous sommes confrontés n'est pas un problème de concept ; il réside dans le comment, quand et avec quel rythme nous le ferons. La suppression de la carte de rationnement ne constitue pas une fin en soi, elle ne peut pas se voir comme une décision isolée mais comme l'une des principales mesures qu'il sera indispensable d'appliquer en vue d'éliminer les profondes distorsions existantes dans le fonctionnement de l'économie et la société dans son ensemble.

Personne à la direction de ce pays, jouissant de toutes ses facultés, ne saurait avoir l'idée de décréter brusquement l'élimination de ce système, sans en avoir créé les conditions avant. Cela se traduit par la réalisation d'autres transformations du Modèle économique visant à augmenter l'efficacité et la productivité du travail, de sorte à pouvoir assurer stablement des niveaux de production et des offres de produits et services de base à des prix non subventionnés et à la fois accessibles à tous les citoyens.

Cette question a, logiquement, un rapport étroit avec les prix et l'unification monétaire, les salaires et le phénomène de la « pyramide inversée », ce qui, comme il a été éclairci au Parlement le 18 décembre dernier, s'exprime dans la non correspondance de la rétribution salariale avec la hiérarchie et l'importance du travail réalisé, problématiques qui se sont reflétées en une haute proportion dans les propositions avancées.

Á Cuba, sous le socialisme, il n'y aura jamais d'espace pour les « thérapies de choc » à l'encontre des plus nécessiteux qui sont traditionnellement ceux qui soutiennent la Révolution avec une plus grande fermeté, à la différence des paquets de mesures qui sont souvent employées par mandat du Fonds monétaire international au détriment des peuples du Tiers monde et même, dernièrement, dans les nations les plus développées, où les manifestations populaires et étudiantes sont violemment réprimées.

La Révolution ne laissera aucun Cubain abandonné et le système d'attention sociale se réorganise afin d'assurer le soutien différencié et rationnel de ceux qui réellement en ont besoin. Au lieu de subventionner les produits en masse, tel que nous le faisons actuellement, nous allons passer progressivement au soutien des personnes

sans un autre moyen.

Ce principe garde toute sa vigueur dans la réorganisation de la force de travail qui est déjà en marche pour réduire les listes gonflées du personnel du secteur d'État, sous une observance stricte du caractère idoine démontré. Ce processus continuera de l'avant, sans hâte mais sans pause, et son rythme sera déterminé par notre capacité de créer les conditions requises à son total déploiement.

À cela devront contribuer, entre autres facteurs, l'élargissement et la souplesse du travail dans le secteur non étatique. Cette modalité d'emploi qu'un peu plus de 200 mille Cubains ont adoptée d'octobre de l'année dernière à ce jour, qui a doublé le nombre de travailleurs à leur compte, constitue une alternative de travail fondée sur la législation en vigueur. Par conséquent, elle doit compter sur l'appui, le soutien et la protection des autorités, à tous les niveaux, en même temps qu'on exige, avec la rigueur que demande la loi, l'accomplissement strict de leurs obligations, y compris les tributaires.

La croissance du secteur non étatique de l'économie, loin de signifier une soi-disant privatisation de la propriété sociale, comme l'affirment certains théoriciens, est appelée à devenir un facteur facilitateur pour l'édification du socialisme à Cuba, car elle permettra à l'État de se concentrer à augmenter l'efficacité des moyens fondamentaux de production, propriété de tout le peuple et de se détacher de l'administration d'activités non stratégiques pour le pays.

Par ailleurs, cela favorisera que l'État continue de garantir à toute la population de la même manière et gratuitement les services de santé et d'éducation, de les protéger de façon appropriée au moyen des systèmes de sécurité et d'assistance sociale, de promouvoir la culture physique et le sport dans toutes leurs manifestations et de défendre l'identité et la conservation du patrimoine culturel et la richesse artistique, scientifique et historique de la nation.

L'État socialiste aura alors de plus grandes possibilités de faire une réalité de la pensée de José Martí qui préside notre Constitution : « Je veux que la première loi de notre République soit le culte des Cubains à la dignité pleine de l'homme ».

Il appartient à l'État de défendre la souveraineté et l'indépendance nationales, valeurs qui remplissent d'orgueil les Cubains, et de continuer d'assurer l'ordre public et la sécurité citoyenne qui distinguent Cuba comme l'un des pays les plus sûrs et tranquilles du monde. Un pays sans trafic de drogues ni crime organisé, sans enfants ou adultes mendiants, sans travail infantile, sans charges de cavalerie contre les travailleurs, les étudiants ou autres secteurs de la population. Un pays sans exécutions extrajudiciaires, ni prisons clandestines ni tortures, en dépit des campagnes qui, sans aucune preuve, sont orchestrées contre nous, tout en ignorant avec une intention évidente que toutes ces réalités sont, en premier lieu, des droits humains fondamentaux, auxquels la majorité des habitants de la planète ne peut même pas aspirer.

Or, pour pouvoir assurer tous ces acquis du socialisme sans reculer dans leur qualité et leur portée, les programmes sociaux doivent se caractériser par une rationalité plus grande, de sorte telle qu'à l'avenir s'obtiennent des résultats supérieurs et durables avec des dépenses mineures, maintenant une relation adéquate avec la situation économique générale de la nation.

Il peut être apprécié dans les directives que ces idées ne sont pas en désaccord avec l'importance que nous concédons à la séparation précise du rôle que doivent jouer dans l'économie les organismes de l'État, d'une part, et les entreprises d'autre part. Cette question s'est vue remplie de confusions et imprécisions pendant des décennies et nous sommes obligés de les régler à moyen terme dans le cadre du perfectionnement et renforcement de l'institutionalité.

La compréhension pleine de ces concepts nous permettra d'avancer avec solidité et sans recul dans la décentralisation progressive de facultés, depuis le gouvernement central vers les administrations locales et depuis les ministères et autres entités nationales en faveur de l'autonomie croissante de



L'assistance

l'entreprise socialiste d'État.

Le modèle centralisé en excès qui caractérise actuellement notre économie devra transiter, dans l'ordre et la discipline, avec la participation des travailleurs, vers un système décentralisé où la planification aura la primauté, comme un trait socialiste de direction, mais n'ignorant pas les tendances présentes au marché, ce qui contribuera à la souplesse et à la mise à jour permanente du plan.

L'expérience pratique nous a enseigné que l'excès de centralisation conspire contre le développement de l'initiative dans la société et dans toute la chaîne de production où les cadres se sont habitués à ce que toutes les décisions viennent « du haut » et en conséquence ils ont cessé de se sentir responsabilisés avec les résultats de l'organisation qu'ils dirigeaient.

Nos entrepreneurs, à quelques exceptions près, se sont accommodés à la tranquillité et à la sécurité de l' « attente » et ont développé une allergie pour le risque qu'implique l'action de prendre des décisions ou de ce qui revient au même : de réussir ou de se tromper.

Cette mentalité de l'inertie doit être définitivement bannie pour dénouer le nœud qui freine le développement des forces productives. C'est une tâche d'une importance stratégique et ce n'est pas dû au hasard qu'elle apparaisse, d'une manière ou d'une autre, dans les 24 directives du PREMIER chapitre « Modèle de Gestion Économique ».

Dans cette matière, nous ne pouvons pas admettre d'improvisations ni de hâtes. Pour décentraliser et changer la mentalité, il est nécessaire d'élaborer le cadre régulateur définissant clairement les facultés et les fonctions de chaque chaînon, dès la nation à la base, accompagnées invariablement des procédés de contrôle comptable, financier et administratif.

Nous avançons dans ce sens. Voilà presque deux ans on a commencé les études visant à perfectionner le fonctionnement, la structure et composition des organes de gouvernement aux différents niveaux de direction, obtenant comme résultat la mise en vigueur du Règlement du Conseil de Ministres, la réorganisation du système de travail avec les cadres de l'État et le gouvernement, l'introduction de procédés de planification des activités principales, l'établissement des bases organisationnelles pour disposer d'un système d'information du gouvernement, efficace et opportun, avec son infrastructure d'info-communications et la création, à titre expérimental, sous une nouvelle conception fonctionnelle et structurelle des provinces Mayabeque et Artemisa.

Pour commencer à décentraliser des facultés, il faudra que les cadres de l'État et des entreprises récupèrent le rôle notoire que le contrat doit jouer dans l'économie, tel qu'il est exprimé dans la directive numéro 10. Cela contribuera aussi à rétablir la discipline et l'ordre dans les recouvrements et paiements, matière qui enregistre des notes insatisfaisantes dans une bonne partie de notre économie.

Comme un sous-produit non moins important, l'usage approprié du contrat en tant qu'outil régulateur des interrelations entre les différents acteurs économiques, deviendra un antidote efficace contre l'habitude étendue du « réunionisme », c'est-à-dire contre l'excès de réunions, vérifications et autres activités collectives, présidées souvent par un niveau supérieur et avec l'assistance improductive de nombreux participants, pour faire accomplir ce que les deux parties d'un contrat ont signé comme devoirs et droits et qu'en raison du manque d'exigence on n'a jamais réclamé l'accomplissement auprès des instances que le propre document contractuel avait établies. À cet égard, il est utile de souligner les 19 opinions, dans 9 provinces, qui ont réclamé la nécessité de diminuer au minimum indispensable le nombre de réunions et leur durée. Ce sujet je vais le reprendre plus tard, lorsque j'aborderai le fonctionnement du Parti.

Nous sommes convaincus que la tâche que nous avons devant nous en rapport avec ce sujet et les autres questions liées à la mise à jour du Modèle Économique, est bourrée de complexités et d'interrelations qui touchent, d'une manière ou d'une autre, toutes les phases de la société dans son ensemble. Voilà pourquoi nous savons que ce n'est pas une question à régler en un jour, même pas en un an, et qu'elle va exiger au moins un quinquennat pour déployer son application avec l'harmonie et l'intégralité requises. Et lorsqu'on y arrivera, il est nécessaire de ne s'arrêter jamais et travailler en vue de son perfectionnement permanent afin d'être en mesure de soulever les nouveaux défis que le développement nous dictera.

Faisant une similitude, on pourrait affirmer qu'au bout d'un certain temps, dans la mesure où la scène se modifie, le pays devra se confectionner un complet sur mesure.

Nous ne nous faisons pas d'illusions que les directives et les mesures pour l'application du Modèle Économique, ne constitueront pas elles seules le remède universel pour tous nos maux. Il faudra parallèlement élever à des plans supérieurs la sensibilité politique, le sens commun, l'intransigeance devant les violations et la discipline de tous, en premier lieu des cadres de direction.

Ce qui précède a été irréfutablement mis en évidence dans les déficiences présentées dans l'exécution, il y a quelques mois, de certaines mesures ponctuelles, non complexes ni à grande envergure, à cause des obstacles bureaucratiques au manque de prévision des organes locaux de gouvernement, manifestés dans l'élargissement du travail privé.

Il n'est pas superflu de réitérer que nos cadres doivent s'habituer à travailler avec les documents recteurs émis par les organes facultés et abandonner le vice irresponsable de les mettre au fond d'un tiroir. La vie nous a enseigné qu'il ne suffit pas de promulguer une bonne norme juridique, peu importe s'il s'agit d'une loi ou d'une simple résolution. Il est en plus nécessaire de préparer les gens chargés de les mettre en application, les superviser et de vérifier le domaine pratique de ce qui est établi. Rappelons qu'il n'y a pire loi que celle qui n'est pas accomplie ou que l'on ne fait pas accomplir.

Le système d'écoles du Parti aux niveaux provincial et national, parallèlement à la réorientation obligée de ses propres programmes, jouera un rôle principal dans la préparation et recyclage continu dans ces matières des cadres du Parti, des administrations et des entreprises, avec le concours des institutions spécialisées du secteur de l'éducation et la précieuse contribution des affiliés à l'Association Nationale d'Économistes et Comptables, tel qu'il a été démontré pendant le débat des directives.

En même temps, dans le but de hiérarchiser de manière appropriée l'introduction des changements requis, le bureau Politique a accordé de proposer au Congrès la mise en place d'une Commission permanente du gouvernement en vue de l'application et du développement, subordonnée au président du Conseil d'État et du Conseil de Ministres. Cette commission, sans préjudice des fonctions qui reviennent aux organismes respectifs de l'administration centrale de l'État, aura la responsabilité de contrôler, vérifier et coordonner les actions de tous les intervenants dans cette activité, ainsi que de proposer l'incorporation de nouvelles directives, ce qui sera indispensable à l'avenir.

À cet égard, nous avons considéré opportun de rappeler l'orientation que le compañero Fidel a incluse dans son Rapport Central au Premier Congrès du Parti, voilà presque 36 ans, à propos du système de direction de l'économie que nous voulions implanter et qui, dû à notre manque de systématicité, de contrôle et d'exigence, a échoué, je cite : « Que les dirigeants du Parti et surtout de l'État fassent sienne son implantation, une question d'honneur; qu'ils prennent conscience de son importance et de la nécessité de lutter avec tout leur effort pour l'appliquer de manière conséquente, toujours sous la direction de la commission nationale mise en place à telle fin…, et Fidel de conclure : « divulguer largement le système, ses principes et ses mécanismes à travers une littérature à la portée des masses, pour que ce soit une question dominée par les travailleurs. Le succès du système dépendra en une mesure décisive de la maîtrise que les travailleurs en auront·, fin de citation.

Je ne me lasserai pas de répéter que dans cette Révolution tout est dit et la meilleure montre en sont les idées de Fidel que le journal Granma, organe officiel du Parti, a publiées tout le long de ces dernières années.

Ce que nous adopterons dans ce Congrès ne peut subir le même sort que les accords des congrès précédents, presque tous oubliés sans avoir été accomplis. Ce que nous accorderons à cette occasion et dans les futures occasions doit constituer un guide pour la conduite et l'action des militants et dirigeants du Parti et, pour garantir sa matérialisation, devra être ratifié dans les instruments juridiques que devront dicter l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le Conseil d'État ou le Gouvernement, selon leurs facultés législatives, en conformité avec la Constitution.

Il est bon d'éclaircir, afin d'éviter des interprétations erronées, que les accords des congrès et d'autres organes de direction du Parti en soi ne deviennent pas des lois, mais ils sont des orientations à caractère politique et moral, qu'il incombe au gouvernement, qui est celui qui administre, de réguler leur application.

Pour cette raison, la Commission Permanente d'Application et Développement inclura un Sous-groupe juridique composé de spécialistes de haute qualification, qui coordonnera avec les organismes correspondants, en s'attachant strictement à l'institutionnalité, les modifications requises sur le plan légal pour accompagner la mise à jour du Modèle Économique et Social, en simplifiant et en harmonisant le contenu de centaines de résolutions ministérielles, accords du gouvernement, décrets lois et des lois et, en conséquence, proposer, en temps opportun, l'introduction des ajustements pertinents dans la propre Constitution de la République.

Défilée militaire

Sans attendre que tout soit élaboré, se trouvent dans une phase avancée les normatives juridiques associées à l'achat-vente de logements et d'automobiles, la modification du décret-loi 259 pour élargir les limites de terre oisive à donner en usufruit aux producteurs agricoles ayant des résultats remarquables, ainsi que l'octroi de crédits aux travailleurs privés et à la population en général.

De même, nous considérons opportun de proposer au Congrès que le futur Comité Central devra inclure comme premier point, dans tous ses plénums, la présentation, non moins de deux fois par an, d'un compte-rendu sur l'état de l'application des accords adoptés dans cette rencontre à propos de la mise à jour du Modèle Économique et comme deuxième point, l'analyse sur l'accomplissement du plan de l'économie, soit du premier semestre ou de l'année en question.

Nous allons recommander également à l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire d'appliquer un procédé similaire dans ses sessions ordinaires, dans le but de renforcer le rôle protagoniste inhérent à sa condition d'organe suprême du pouvoir de l'État.

En partant de la profonde conviction que rien de ce que nous faisons n'est parfait et que ce qui semblerait l'être aujourd'hui ne le sera plus demain face à de nouvelles circonstances, les organes supérieurs du Parti et du Pouvoir de l'État et du Gouvernement doivent maintenir une vigilance systématique et étroite sur ce processus et être à même d'introduire opportunément les ajustements appropriés pour corriger les effets négatifs.

A Suivre

Suite de la page (12) Côte d'Ivoire, Lybie: ....

du comptage de la Commission de l'ONU en faveur de Ouattara ou celui du Conseil constitutionnel ivoirien en faveur de Gbagbo, le nombre de voix était proche et indiquait une population électorale répartie en deux camps d'une importance à peu près égale. Dans de telles conditions, la pression faite par la France sur Ouattara pour qu'il agisse militairement, puis l'intervention militaire française en sa faveur ne peuvent que pousser à la guerre civile, être un drame pour la société Ivoirienne, et fausser les équilibres en son sein, tels qu'ils ont été révélés par les élections. Il faut rapprocher cette fébrilité et cette impatience du Gouvernement français à intervenir, de l'attitude et de la patience de l'Union africaine à rechercher une solution pacifique.

L'aveu

C'est prendre les gens pour des imbéciles que d' affirmer, comme le fait le ministre des affaires étrangère français, Alain Juppé, que c'est Ouattara qui est allé à l'assaut de la résidence de Gbagbo ou que c'est l'ONU qui a réquisitionné l'intervention des troupes françaises. Il est en effet clair que sans la présence des troupes françaises Ouattara ne serait d'aucune efficacité militaire, ni ne penserait probablement même à agir militairement. De leur côté, les troupes de l'ONU apparaissent peu motivées pour agir, preuve en est d'ailleurs l'intervention française. On retrouve à peu près la même situation en Lybie où l'action de l'insurrection se révèle de plus en plus être totalement dépendante de l'intervention étrangère.

Dans les deux cas, en Lybie, comme en Côte d'Ivoire, les forces étrangères, et leurs alliés locaux, reprochent aux troupes d'El Gueddafi comme à celle de Gbagbo «d'utiliser les populations civiles comme bouclier humains». On fait appel ainsi à des valeurs chevaleresques contre un adversaire qu'on attaque sans risques, du haut du ciel, par hélicoptère en Côte d'ivoire, et par avions de chasse et missiles en Lybie, et qu'on préférerait évidemment avoir à sa merci, en rase campagne. Les medias, désormais simples instruments de propagande, matraquent de tels arguments. Elles oublient un simple détail, c'est qu'El Gueddafi et Gbagbo sont eux dans leur pays, quoi qu'on puisse penser d'eux. Comment peut-on s'arroger le droit d'occuper le pays des autres. Et pourquoi ce droit est-il celui de certains pays, toujours les mêmes..

En tout cas, face à l'intervention étrangère, Gbagbo comme El Gueddafi, auront réussi à donner à leur action le sens d'un acte de résistance nationale. Les deux hommes, dans des contextes différents, font preuve d'une fierté et d'un courage physique qui deviennent eux mêmes un élément du rapport de forces et qui ne semblent pas avoir été prévus par les forces d'intervention. Les déclarations du ministre des affaires étrangères français exigeant de Laurent Gbagbo l'humiliation de signer un document reconnaissant la victoire de Ouattara, et déclarant le 7 mars qu'il ne tardera pas dans quelques heures à se rendre, trahissent des relents de mépris colonial et éclaircissent, mieux que toute analyse, l'esprit réel et les buts cachés de l'intervention. La France a voulu essayer de sauver les apparences en déclarant qu'elle n'interviendrait pas dans l'assaut final contre Gbagbo. Il a bien fallu qu'elle le fasse, révélant du même coup qu'Ouattara n'était rien sans elle. L'insistance des autorités françaises à dire qu'elles n'ont pas procédé, elles, à l'arrestation de Gbagbo, est significative. Elle trahit la crainte d'une réaction de l'opinion ivoirienne. C'est donc l'aveu même du caractère immoral de l'intervention militaire. Laurent Gbagbo, par sa résistance acharnée et têtue, malgré l'énorme déséquilibre du rapport de forces militaires, aura eu un mérite : celui de mettre à nu à la fois les véritables objectifs de l'ingérence et ses conséquences prévisibles sur l'indépendance de son pays. Du même coup, cette résistance entre dans l'Histoire de la Côte d'Ivoire. La victoire française n'aura rien réglé. C'est une victoire à la Pyrrhus. Elle n'aura d'autre résultat que de ternir l'image de la France en Côte d'Ivoire et en Afrique et d'unifier toujours plus les Ivoiriens dans leur longue lutte nationale. Elle rendra très difficile à l'ex Directeur général adjoint du FMI, Mr Ouattara la gestion du pays, faute d'autorité morale. Elle risque alors, comme pour certains de ces prédécesseurs de la «Franceafrique», de le pousser, quels que soient ses intentions, vers une dictature. Tout sera alors à refaire.

Au nom de la démocratie

Le troisième point, et non le moindre, commun aux interventions en Côte d'Ivoire et en Lybie, est qu'elles se font au nom de la démocratie. En Lybie, c'est l'absence de démocratie, en Côte d'Ivoire c'est le non respect du résultat du suffrage populaire, qui en ont été les justifications. Démocratie que de crimes, on commet en ton nom…

On pourrait penser que c'est un progrès si l'ingérence se réclame désormais de la défense de la démocratie. Certes, dans un certains sens, et c'est déjà le signe d'un changement d'époque. En effet, les interventions militaires se faisaient naguère pour sauver des régimes dictatoriaux et corrompus en Afrique. Par exemple, les interventions françaises au Gabon en 1964, au Zaïre, pour sauver le dictateur Mobutu en 1978 et 1996, au Tchad en 1983, au Rwanda en 1994. Mais à y regarder de prés, on peut se demander si ce n'est pas seulement une opération visant à mieux vendre le même produit. Ouattara est désormais pour toujours un président installé par l'étranger, et qui plus est par l'ancienne (et toujours présente) puissance coloniale. Les insurgés libyens ne pourront jamais légitimer leur recours à l'étranger par l'objectif atteint du renversement ou de l'éviction de El Gueddafi, au cas où cela se ferait. On ne fait pas faire sa révolution par les autres. Dans les deux cas, ceux qui auront eu recours à de tels moyens, n'auront donné au mieux à eux et à leurs peuples que de nouveaux maîtres.

Ceci rappelle l'illusion, au début du 20eme siècle, d'une certaine bourgeoisie éclairée arabe au Moyen Orient, fascinée par l'Occident, qui croyait que celui ci allait la libérer de la domination turque et lui apporter la démocratie. On sait ce qu'il en advint. De même, aujourd'hui, aussi bien au Machrek qu'au Maghreb, qu'en Afrique, ceux qui attendent de l'intervention militaire occidentale, qu'elle leur apporte la démocratie, ressemblent comme une goutte d'eau, par une sorte de filiation historique, à ceux qui attendaient du colonialisme la modernité et la civilisation. On ne peut dominer une société sans avoir des relais en son sein. Ceux qui avaient servi de relais au colonialisme y voyaient des aspects positifs, leur descendance, génétique ou spirituelle, voient aujourd'hui dans l'ingérence étrangère des aspects positifs pour la démocratie.

Au fond, l'Histoire se répète toujours et en même temps ne se répète jamais, car on retrouve à chaque fois les mêmes questions mais dans un contexte toujours différent. Les rapports entre la question de la démocratie et la question nationale ont toujours été étroits En 1789, en France, l'idée de la démocratie a été inséparable de celle de la nation. De même, pour la naissance de la nation américaine. En Algérie, pendant longtemps le mouvement national a cru qu'il pourrait obtenir l'indépendance pacifiquement, par la démocratie. C'est en fait, la France qui a créé, en Algérie, la méthode de manipulation du résultat des urnes, avec ce qu'on a appelé les élections à la Naegelen (socialiste français, gouverneur de l'Algérie de 1948 à 1951, resté célèbre pour son organisation de la fraude électorale massive). Peu après éclatait la révolution armée et la démocratie a été sacrifiée aux nécessités de la libération nationale. C'est peut être là l'une des raisons de la sous-estimation de la démocratie au profit du nationalisme longtemps après l'indépendance.

L'Histoire donc se répète dans le sens où aujourd'hui l'ingérence étrangère, loin de faciliter la transition démocratique au contraire la bloque, en obligeant les peuples agressés à mobiliser leurs forces pour obtenir ou défendre en priorité leur indépendance. Peut être est ce là le but des ingérences et des interventions militaires, celui d'empêcher une véritable démocratie.

On en vient ainsi à une question particulièrement intéressante, qui mériterait réflexion. Comment s'est diffusée la démocratie dans les nations européennes. Pourquoi les nations européennes, à part la tentative d'exporter la révolution française par Napoléon qui s'est soldée par un désastre, n'ont-elles jamais connu depuis de situation où une force étrangère vient régler par les armes un conflit concernant l'application des règles de la démocratie. Pourtant ces conflits sont inhérents à la vie démocratique. Il n'y a pas si longtemps, par exemple, lors de sa première élection, le président Gorges. W. Bush a, c'est connu, été «très mal» élu. Pourtant tout le monde aux Etats unis a accepté la décision de la Cour suprême. La cohésion nationale a été jugée par tous plus importante que le différend autour du résultat des élections. Pourquoi la décision de la Cour constitutionnelle, en faveur de Gbagbo en Côte d'Ivoire n'aurait-elle pas du avoir la même autorité. Certes, on peut douter, et à raison, de son impartialité. Mais Gbagbo, de son côté, pouvait estimer lui aussi à juste titre, que la présence des forces françaises faussait le résultat des élections et que l'ONU et la France étaient à la fois juges et parties. Que ce soit sous la forme du soutien apporté aux régimes antidémocratiques et corrompus, ou de l'intervention militaire au nom de la démocratie, l'ingérence occidentale peut être légitimement soupçonnée de viser depuis toujours les mêmes buts, puisqu' elle aboutit au même résultat : celui de paralyser les capacités internes de chaque société à régler ses conflits et donc de les exacerber suivant le vieux principe de «diviser pour régner».

A la fin des années 1980, en même temps que basculait le rapport de forces dans le monde au profit des principales puissances occidentales, le «droit d'ingérence» a été brandi comme un devoir des nations les plus fortes. Atténué au départ par le mot «humanitaire», il a fini par produire «des bombardements humanitaires». Qualifié au départ de «devoir d'ingérence», il est devenu peu à peu, par glissements successifs, un «droit d'ingérence» tout court avec comme mission nouvelle d'exporter la démocratie. Le bilan de ce droit d'ingérence est très lourd en termes de souffrances pour les peuples et de tensions internationales. Les faits sont là : il n'a été qu'un instrument pour servir des desseins de domination. Il n'a nulle part aidé à la démocratie, aussi bien au niveau des rapports internationaux qu'au niveau national.

Le Quotidien d'Oran 14 Avril 2011

Suite de la page (7)

sauvetage ou repêchage de Bellerive, en tout cas, en tant que Premier ministre. Entretemps, dans le mini monde politique de la capitale, les tractations vont bon train entre les différents groupements qui souhaitent intégrer la nouvelle équipe. Certains anciens responsables et soutiens de la candidate du *RDNP*, et non des moindres, surtout des élus, commencent à reprendre la place qu'ils n'auraient jamais dû laisser. Les sénateurs Youri Latortue et Evallière Beauplan, les deux chefs de fil de la campagne de Mirlande Manigat retournent au bercail.

Ils entendent jouer eux aussi un rôle de premier plan dans le processus de la désignation du futur chef de gouvernement. Ils n'excluent pas de soutenir la politique de Martelly à l'Assemblée nationale si ce n'est de permettre à leurs partisans de participer si possible au prochain cabinet ministériel. Il reste les élus de l'*Alternative* placés sous l'autorité du nouveau sénateur de l'ouest, Stevens Benoît. Opposée dès le début au processus électoral, la mouvance *Alternative* semble s'accommoder de la nouvelle conjoncture et du nouveau paysage politique. Elle a fini à grand coup d'opportunisme par rassembler tout le monde et reconnaître qu'elle s'était trompée en appelant au boycott des élections.

Aujourd'hui, ce parti reprend ce qui caractérise le fondamental de la politique haïtienne : pas de ligne directive. Sans surprise donc, les responsables du parti Alternative se déclarent prêts à travailler avec le nouveau pouvoir. Les nouveaux élus, les ex-boycotteurs et les anciens se sont mis d'accord pour soutenir le Président Micky. Bref, c'est l'union sacrée derrière le nouveau patron. Pour l'instant, aucun signe ne démontre qu'il va y avoir une opposition constructive, organisée et démocratique face au pouvoir exécutif. Peut-être même on aura droit **à un gouvernement de coalition** ou d'ouverture sorte de fourre-tout qui ne peut être que néfaste pour la démocratie et surtout pour le changement tant souhaité et **répété à tue-tête par** Sweet Micky lui-même qui, dans une telle condition, ne pourra que suivre les traces de ses prédécesseurs et de ses aînés en politique.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Après l'élection présidentielle de 2006, on avait vu tous les partis politiques se précipiter dans les bras du Président René Préval au sein d'un gouvernement dit d'ouverture. On a vu le résultat de ce « bouilli vidé » dans lequel tous les partis ont eu le temps de faire leurs courses au sein du pouvoir et de l'administration publique pendant trois ans avant de se retirer pour les élections sous prétexte de désaccord avec le chef de l'État. Aucune opposition sérieuse et constructive n'a pu être construite, ce qui a permis au pouvoir de disposer du pays comme de son bien personnel. On connaît les gargotages et la dilapidation des fonds publics effectués par ce pouvoir et ses alliés avant et après leur départ. Il est encore tôt pour savoir ce qui va se passer et comment le futur exécutif entend gouverner le pays.

Mais les prémices ne nous rassurent guère sur ce changement de cap prôné par le nouvel élu. S'il doit s'entourer de toutes les vieilles gardes toujours promptes à offrir leur service, non pas pour la cause du pays mais pour leurs intérêts personnels, on est en droit de s'attendre au pire. Sans expérience politique et novice en gestion des affaires publiques, Michel Joseph Martelly ne risquerait-il pas de tomber dans le piège que tous ces opportunistes lui tendent ? La première réponse viendra dès la nomination de son chef de gouvernement.

Un magistrat du Nicaragua : Hillary Clinton est « vieille, folle capitaliste et hypocrite »

Le procureur des Droits de l'homme au Nicaragua, Omar Cabezas, a qualifié de «vieille», «folle capitaliste « et «hypocrite» la Secrétaire d'Etat Nord-américaine, Hillary Clinton, comme première réaction officielle à l'information annuelle des Etats-Unis sur les Droits de l'Homme, a aujourd'hui informé la presse locale.

Selon le journal du matin "El Nuevo Diario", le haut fonctionnaire a répondu par ces qualificatifs à une demande sur la position du gouvernement de Daniel Ortega - c'est la seule connue jusqu'à présent - face au rapport du Département d'Etat.

«Pourquoi ne s'occupe-t-elle pas, cette vieille - je n'ai aucun respect pour elle, c'est pourquoi je dis vieille - pourquoi ne s'occupe-t-elle pas du fait qu'un journaliste est tué chaque mois au Honduras ?» a dit Cabezas selon la version du journal, critique du gouvernement de Managua.

Le journaliste a ajouté que le haut fonctionnaire s'est aussi référé à l'épouse de l'ex président Bill Clinton en termes de «capitaliste folle et hypocrite», puisque les Etats-Unis « *sont les premiers dans le commerce des* armes et veulent donner des leçons de droits de l'homme au gouvernement du Nicaragua ! »

Le rapport annuel du Département d'Etat publié à Washington s'interroge sur la situation des droits de l'homme au Nicaragua, à Cuba et au Vénézuéla.

Aporrea 13 avril 2011



Hillary Clinton est « vieille, folle capitaliste et hypocrite »



Omar Cabezas

Expulsion ambassadeur équatorien aux USA: Quito veut la reprise du dialogue

Quito espère la reprise rapide du dialogue avec les Etats-Unis, après la crise entraînée par la divulgation par WikiLeaks d'un câble diplomatique ayant provoqué l'expulsion de l'ambassadrice américaine à Quito, puis de l'ambassadeur équatorien à Washington, a-t-on indiqué jeudi de source officielle.

« *Il s›agit de procédures diplomatiques normales* », a réagi le ministre des Affaires étrangères équatorien Ricardo Patiño, après l›annonce jeudi de l›expulsion du diplomate Luis Gallegos, ambassadeur équatorien aux Etats-Unis.

« *Nous espérons qu›en quelques semaines, nous pourrons reprendre le dialogue* », a-t-il ajouté. « *La décision injustifiée du gouvernement équatorien de déclarer persona non grata l›ambassadrice américaine à Quito*) *Heather Hodges ne nous a pas laissé d'autre option que de prendre une mesure réciproque* », avait annoncé auparavant le département d'Etat américain: « *L›ambassadeur Gallegos doit quitter les Etats-Unis au plus vite* ».

Quito avait annoncé mardi l›expulsion de Heather Hodges après la divulgation lundi d›un télégramme diplomatique datant de 2009 où elle évoque la désignation par Rafael Correa, en 2008, d›un chef de la police corrompu, selon elle en connaissance de cause.

Le télégramme - obtenu par le site internet Wikileaks, spécialisé dans la divulgation de documents confidentiels - est paru dans le journal espagnol El Pais.

L›affaire intervient alors que Quito tente de renouveler un traité en vigueur depuis 2002 dans les pays andins et offrant à ses signataires des préférences tarifaires pour leurs exportations vers les Etats-Unis.

Le traité «ATPDA» permettait des réductions de taxes sur les exportations équatoriennes de près de 72%. Il est arrivé à échéance en février et son renouvellement fait encore l›objet de discussions. En 2010 la valeur des exportations équatoriennes vers les Etats-Unis a atteint six milliards de dollars. La valeur des importations en provenance de ce pays était durant la même période de 5,1 milliards de dollars.

LEXPRESS.fr 7 avril 2011



L'ambassadeur équatorien aux Etats unis Luis Gallegos



L'ambassadrice américaine en Equateur Heather Hodges, le 5 avril 2011 à Quito

Burkina Faso: la contestation prend de l'ampleur

Le mouvement de mutinerie de soldats s'est étendu à une quatrième ville, Kaya, et une violente manifestation de jeunes a dégénéré à Koudougou.

Après la capitale, Ouagadougou, Pô et Tenkodogo, au tour de la ville de Kaya... et une violente manifestation à Koudougou, le

Suite à la page (19)

Au Burkina Faso, la mutinerie gagne la province



Manifestation contre le gouvernement du président Blaise Compaoré, le 8 avril 2011 à Ouagadougou, au Burkina Faso. (© AFP Ahmed Ouoba)

A Pô, au sud, des militaires poursuivaient les pillages. Le ministère français des Affaires étrangères déconseille de se rendre dans le pays.

Le président burkinabè Blaise Compaoré, face à une contestation grandissante, tente de contenir la révolte en nommant de nouveaux chefs militaires qui lui sont proches. Des tirs en l'air de militaires, qui ont commencé samedi soir, étaient toujours entendus dimanche à Pô où des soldats se livraient encore à des pillages. Les raisons de cette mutinerie de soldats à Pô n'étaient pas connues dimanche et aucune source militaire n'était joignable dans cette ville située à 143 km de Ouagadougou. Les derniers incidents y ont fait deux blessés par balle, selon une source hospitalière. Cela porte à au moins 45 le nombre de personnes blessées à Ouagadougou et à Pô depuis jeudi, selon un décompte fait par l'AFP.

Pô, une ville située à la frontière ghanéenne, est un symbole pour le président Compaoré qui a dirigé son centre national d'entraînement et de commandement (CNEC). C'est de Pô que le capitaine Blaise Compaoré est parti avec ses commandos pour renverser le commandant Jean-Baptiste Ouédraogo et installer au pouvoir son ami et compagnon d'armes, Thomas Sankara, en 1983. Ce dernier sera tué en 1987 lors de la prise du pouvoir par Compaoré à la suite d'un coup d'Etat. Tous les éléments de l'actuelle garde présidentielle burkinabè ont été formés à Pô.

Le président Compaoré fait face depuis février à une série de contestations de militaires, de la jeunesse, de magistrats et de commerçants. Pour contenir la révolte des militaires qui a repris jeudi à Ouagadougou, le chef de l'Etat burkinabè a nommé samedi soir de nouveaux responsables à la tête des armées de terre, de l'air et de la gendarmerie.

Il a promu des fidèles dont certains étaient ses compagnons au moment de sa prise du pouvoir en 1987. C'est le cas du nouveau chef d'état-major, le colonel-major Honoré Nabéré Traoré, et du nouveau chef de corps de la garde présidentielle, le colonel-major Bouraima Kéré.

Vendredi soir, le chef de l'Etat burkinabè a nommé le colonel-major Nabéré à la tête de l'armée et dissout le gouvernement du Premier ministre Tertius Zingo. Un couvre-feu de 19 heures à 6 heures (GMT) a été instauré samedi par le ministère de la Sécurité.

A Ouagadougou, la première nuit de couvre-feu a été calme, selon un journaliste de l'AFP. Le trafic avait légèrement repris dimanche mais les commerces et le principal marché de la ville, habituellement ouverts, restaient fermés. Samedi, excédés par les pillages des soldats mutins, des commerçants de la capitale s'en sont pris à plusieurs édifices publics.

Le ministère français des Affaires étrangères déconseille désormais fortement aux Français tout voyage au Burkina Faso, a indiqué dimanche son site internet. Jusqu'à samedi, le ministère s'était limité à recommander «de différer les voyages non-essentiels» dans ce pays.

Libération 16 avril 2011

Dictature en Herbe

Suite de la page (13)

Confusion. Tornade dans un verre d'eau douce dans la rosée du matin. Tentative de clarification et de justification. Tentation totalitaire de faire le jour sur cette décision ténébreuse. Fouille/apporte. Google. Mozilla Firefox. Moteurs de la recherche. Clips vidéo. Coupures de journaux. Images taillées. Consultation à la loupe du long résumé de C. Jeune, idole de la jeunesse protestante. Profil impressionnant, en 3 dimensions, à Radio/Graphie d'une dictature en gestation. Portrait idyllique de séraphin dans la presse évangélique. Sait parler en langues dans quatre langues différentes. De préférence en anglais. Spécialiste des sermons sur la montagne dans la Plaine des Cayes. Guérisons miraculeuses du choléra et du sida. Doctorat en théosophie et en théophanie. Exorciste. Maîtrise en démonologie. Mano a mano. Licence ès lettres de l'Ecole du Dimanche. Diplômes summa cum laude dans dix domaines différents. Certificat de bonne santé physique, mentale et spirituelle. Certificat de bonne vie et mœurs. Deux fois candidat à la Présidence d'Haïti. Score au- dessus de zéro et très respectable de 1.8% aux dernières élections. Parcours « intellectuel » et religieux sans fautes d'orthographe. A commencé à prêcher à l'âge de 9 ans. A « sauvé » 22 personnes au cours de son premier sermon. A été « vice-président » sous le gouvernement provisoire de Tata Trouillot. Et finalement, la « lumière » au bout du tunnel : Président en exercice, depuis 1986, de l'UNAPEL : Union Nationale pour la Promotion de l›Animal. Promotion personnelle ? Animal domestique du dictateur en « herbe » ?

« L'animal pervers, c'est le Serpent que je veux dire et non l'homme : on pourrait facilement s'y tromper. » Fabuleuse mémoire d'enfant espiègle : « Racine Boileau à La Fontaine de Molière ».

Cette affiliation à la zoolâtrie et au culte du Moi, recueillie dans le CV de C. Jeune a donc apporté un peu d'éclairage au fond de la question. A l'analyse logique de cette alliance en apparence contre-nature.

Empêtré une fois de plus dans le purgatoire de la controverse, le pasteur Jeune a, dans une déclaration écrite à la Nation, dû/ment essayé de justifier sa position. Attachez vos ceintures. A vous de juger l'argumentation du pasteur : « Joseph, Esther, Néhémie, Daniel n'avaient-ils pas intégré et servi des Rois immoraux et méchants de leurs générations ? » Lapsus calami ou ignorance crasse ? Déclaration calamiteuse qui mettait à nu le subconscient de C. Jeune dans le voisinage dangereux de Micky. Micky est « immoral » et « méchant » mais Jeune veut coûte que coûte « intégrer ». C. Jeune n'entend pas rester à jeun. La faim du pouvoir justifie les moyens.

Tous ces titres qui se bousculent dans le CV de C. Jeune, tous ces titres ronflants ne suffisent pas à lui garantir un sommeil léger. Il veut se retrouver avec Micky sur le toit étroit du pouvoir. Se « créer » une petite place au soleil sans tenir compte de la promiscuité, de la « position » compromettante dans laquelle il risque de se retrouver. Dans un article publié en 2005, nous nous questionnions déjà sur le bon jugement du Pasteur Jeune. Nous avions pris alors la liberté (Haïti Liberté n'existait même pas encore) de lui prodiguer des conseils « salutaires » en ce qui a trait à ses ambitions politiciennes. Flashback, 2005 : « Avant de vraiment penser à lancer sa candidature, M. Jeune aurait intérêt à prendre des cours du soir sous la tonnelle de l'éminent historien haïtien, Leslie François Manigat. À défaut de pouvoir comprendre, il pourrait apprendre par cœur le petit manuel de Jean-Claude Dorsainvil. Ingénieur de son état, aspirant à la première magistrature de l'État, M. Jeune devrait également méditer la pensée de Jean Boileau : « Soyez maçon si c'est votre talent. »

Les liaisons dangereuses du pasteur C. Jeune et de ses pairs avec l'odieux Micky ont consacré les adieux d'un large secteur de l'église d'Haïti à toute prétention de décence et de leadership moral. C'est le triomphe de l'opportunisme et de l'arrivisme des pasteurs, livrés corps et âmes à la promiscuité et à la prostitution politiques. En dépit de la proclamation des résultats électoraux, la campagne de séduction et de corruption continue pour la plus belle. Pénétration à répétition dans l'enceinte des sectes religieuses. Le pasteur Muscadin de Radio Shalom est agréablement surpris de constater que Micky est « Sweet » pour de bon. Cris de joie et de satisfaction de Micky : « J'étais à genou, j'ai ressenti la force de votre prière. » Divines émissions diurnes sous les vivats de la foule émerveillée par ce jaillissement impétueux de spiritualité. Les églises ont remplacé les boîtes de nuit et les bordels dans ce nouveau Culte de la déperdition. Après un moment de grande ferveur et de communion fraternelle dans la chapelle de Delmas 69, Micky a révélé au pasteur André que, lui aussi, son livre de chevet, c'est la Bible. On aura tout vu et tout entendu dans le pays des Comédiens de Graham Greene.

La date fatidique du 14 mai approche. Les manigances ont commencé pour savoir qui va gagner à la loterie de la Primature. Le doux nom de C. Jeune n'a pas été retenu dans la liste des candidats pressentis. Guerre de basse intensité dans la coordination du gouvernement de doublure. Son Excellence, le Président Bill Clinton voudrait retenir son Premier ministre, Jean-Max Bellerive. Objectif : maximaliser le « vent » de la reconstruction. Amener Haïti sans délai vers le beau rivage des châteaux en Espagne. De son côté, le vice-président Micky ou mieux encore le Président du Vice, voudrait proposer Me Gervais Charles, avocat de Jean-Claude Duvalier. Objectif : signifier à tout le monde qu'il est très sérieux sur la question du « changement » vers le statu quo ante. Compromis ? Compromissions ? Un troisième candidat surprise ? Les incertitudes et les vicissitudes du pouvoir ont déjà commencé sous les yeux attendris de la fillette-lalo Sophia Martelly. Top Vice. T Vice. Les musiciens, hier encore vilipendés, avilis par Micky arrivent de toutes parts pour « travailler » de concert avec le chef de bande. L'orgueil et la dignité ont été relégués à la poche de derrière. La caste des musiciens de palais va-t-elle remplacer la classe politique ? La collaboration avec le Mal est désormais de rigueur. Mises en garde répétées à ceux qui osent critiquer « l'agressif pacificateur ». Liste Noire. Les croque-morts de la Rue Enterrement réclament le silence de cimetière. Ils s'emballent. Les balles sont certainement mauvaises pour la santé. Le sang perdu ne se rattrape jamais. Pourtant, la moisson des idées ne fait que commencer. Elle va continuer jusqu›à la maturation du maïs et le grand bal champêtre des Gouverneurs de la Rosée.

Castro Desroches

Suite de la page (12)

ont chacun environ 2.000 milliards de dettes publiques alors que les 46 pays d'Afrique Noire ont au total moins de 400 milliards de dollars de dettes publiques. Créer des fausses guerres en Afrique dans l'espoir de trouver de l'oxygène pour continuer leur apnée économique qui ne fait que s'empirer ne fera qu'enfoncer les Occidentaux dans leur déclin qui a pris son envol en 1884, lors de la fameuse Conférence de Berlin. Car comme l'avait prédit l'économiste Américain Adams Smith en 1865, dans son soutient à Abraham Lincoln pour l'abolition de l'esclavage, «*l'économie de tout pays qui pratique l'esclavage des noirs est en train d'amorcer une descente vers l'enfer qui sera rude le jour où les autres nations vont se réveiller*.»

3. Unions régionales comme frein à la création des États-Unis d'Afrique

Pour déstabiliser et détruire l'union Africaine qui va dangereusement (pour l'Occident) vers les Etats-Unis d'Afrique avec la main de maître de Kadhafi, l'Union Européenne a d'abord tenté sans y parvenir la carte de la création de l'UPM (Union Pour la Méditerranée). Il fallait à tout prix couper l'Afrique du Nord du reste de l'Afrique en mettant en avant les mêmes thèses racistes du 18-19ème siècle selon lesquelles les populations africaines d'origine Arabe seraient plus évoluées, plus civilisées que le reste du continent. Cela a échoué parce que Kadhafi a refusé d'y aller. Il a compris très vite le jeu à partir du moment où on parlait de la Méditerranée en associant quelques pays africains sans en informer l'Union Africaine, mais en y invitant tous les 27 pays de l'Union Européenne.

L'UPM sans le principal moteur de la fédération africaine était foirée avant même de commencer, un mort-né avec Sarkozy comme Président et Mubarack, le vice-président. Ce que Alain Juppé tente de relancer, tout en misant sur la chute de Kadhafi, bien sûr. Ce que les dirigeants Africains ne comprennent pas est que tant que ce sera l'Union Européennes à financer l'Union Africaine, on sera toujours au point de départ, car dans ces conditions, il n'y aura pas d'effective indépendance. C'est dans le même sens que l'Union Européenne a encouragé et financé les regroupements régionaux en Afrique. Il était évident que la CEDEAO (*ndlr*. **Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest**) qui a une Ambassade à Bruxelles et qui tire l'essentiel de son financement de l'UE, est un obstacle majeur contre la fédération africaine.

C'est ce que Lincoln avait combattu dans la guerre de sécession aux Etats-Unis, parce qu'à partir du moment où un groupe de pays se retrouve autour d'une organisation politique régionale, cela ne peut que fragiliser l'organe central. C'est ce que l'Europe voulait et c'est ce que les Africains n'ont pas compris en créant coup sur coup, la **COMESA ***, **l'UDEAC****, **la SADC***** et le Grand Maghreb qui n'a jamais fonctionné.

4. Kadhafi, l'africain qui a permis de laver l'humiliation de l'apartheid

Kadhafi est dans le cœur de presque tous les Africains comme un homme très généreux et humaniste pour son soutien désintéressé à la bataille contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Si Kadhafi avait été un homme égoïste, rien ne l'obligeait à attirer sur lui les foudres des occidentaux pour soutenir financièrement et militairement l'ANC dans sa bataille contre l'apartheid. C'est pour cela que à peine libéré de ses 27 ans de prisons, Mandela décide d'aller rompre l'embargo des Nations Unis contre la Libye le 23 Octobre 1997. A cause de cet embargo même aérien, depuis 5 longues années aucun avion ne pouvait atterrir en Libye. Pour y arriver, Il fallait prendre un avion pour la Tunisie ; arriver à Djerba et continuer en voiture pendant 5 heures pour Ben Gardane, passer la frontière et remonter en 3 heures de route par le désert jusqu'à Tripoli. Ou alors, passer par Malte et faire la traversée de nuit, sur des bateaux mal entretenus jusqu'à la côte libyenne. Un calvaire pour tout un peuple, juste pour punir un seul homme.

Mandela décida de rompre cette injustice et répondant à l'ex Président Américain Bill Clinton, qui avait jugé cette visite «malvenue», il s'insurgea : «Aucun Etat ne peut s'arroger le rôle de gendarme du monde, et aucun Etat ne peut dicter aux autres ce qu'ils doivent faire ». il ajouta : « ceux-là qui hier étaient les amis de nos ennemis, ont aujourd'hui le toupet de me proposer de ne pas visiter mon frère Kadhafi, ils nous conseillent d'être ingrats et d'oublier nos amis d'hier ». En effet, pour l'Occident, les racistes d'Afrique du Sud étaient leurs frères qu'il fallait protéger. C'est pour cela que tous les membres de l'Anc étaient considérés comme des dangereux terroristes, y compris Nelson Mandela.

Il faudra attendre le 2 Juillet 2008, pour que le Congrès Américain vote une loi pour rayer le nom de Nelson Mandela et de ses camarades de l'ANC de cette liste noire, pas parce qu'ils ont compris la bêtise d'une telle liste, mais parce qu'on voulait faire un geste pour les 90 ans de Nelson Mandela. Si les Occidentaux sont aujourd'hui repentis de leur soutient d'hier aux ennemis de Mandela et sont vraiment sincères lorsqu'on lui donnent des noms de rue et de places, comment continuer à faire la guerre à celui qui a permis la victoire de Mandela et son peuple, Kadhafi ?

C'est très inquiétant de constater que pour la première fois de l'histoire des Nations Unies, on a déclaré la guerre à un peuple sans avoir exploré au préalable la moindre piste pacifique pour solutionner le problème

Après 500 ans de relations de dominateur et de dominé avec l'Occident, il est dès lors prouvé que nous n'avons pas les mêmes critères pour définir le bon et le méchant. Nous avons des intérêts profondément divergents

Genève le 29 mars 2011

Jean-Paul Pougala est directeur de l'Institut d'Etudes Géostratégiques et professeur de sociologie à l'Université de la Diplomatie de Genève en Suisse

NDLR. * **COMESA**. *Common Market of East and Southern Africa* (Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe).

** **UDEAC**. l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale.

*** **SADC.** Southern African Development Community (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe).

Burkina Faso



(Le marché de Ouagadougou après son pillage, samedi, par des militaires. AFP/Ahmed Ouoba)

Suite de la page (17)
mouvement de soldats mutins qui touche le Burkina Faso depuis jeudi, s'est étendu à une quatrième ville du nord du pays, dans la nuit de dimanche à lundi, d'après des témoins interrogés par l'AFP.

A Koudougou, une manifestation d'étudiants, a dégénéré: les jeunes ont incendié le siège du Congrès pour la démocratie et le développement (CDP), le parti au pouvoir, une résidence de l'ex-Premier ministre, Tertius Zongo, limogé vendredi, ainsi que le domicile du proviseur du principal lycée de la ville.

Koudougou est la ville d'où est partie la contestation au Burkina Faso, après la mort d'un élève, Justin Zongo, le 20 février lors d'une manifestation. Ses proches avaient accusé la police d'être à l'origine de sa mort, les autorités affirmant, elles, qu'il était mort d'une méningite. «*Nous voulons contraindre le pouvoir (...) à se pencher sur nos préoccupations*» et à établir «*la vérité et la justice pour Justin Zongo et pour toutes les victimes de la répression*», indique une déclaration des élèves et des étudiants transmise lundi à l'AFP.

Mutinerie à Kaya

Cette manifestation violente est survenue quelques heures après une nouvelle mutinerie à Kaya, ville située à une centaine de kilomètres au nord-est de Ouagadougou, où des soldats et des gendarmes sont descendus pendant plusieurs heures dans les rues où ils ont tiré en l'air jusqu'à 6 heures, ce matin.

Pour la première fois, des gendarmes participaient à la mutinerie, depuis le début du mouvement, jeudi soir. Ils ont incendié le domicile du chef du corps du régiment de commandement d'appui et de soutien (CAS) et saccagé celui du commandant de la première région militaire, celle de Kaya, ont affirmé des habitants de la ville interrogés par téléphone depuis Ouagadougou.

Dans la capitale, qui depuis jeudi soir avait des allures de ville morte, la vie reprenait son cours normal lundi matin. Selon un journaliste de l'AFP, la plupart des banques et des services publics ayant rouvert leurs portes. Le gouvernement a ordonné la réouverture des stations-services dont la fermeture avait provoqué des problèmes d'approvisionnement en carburant.

Sur le marché central, théâtre samedi de violences provoquées par des commerçants excédés par l'action des militaires qui avaient pillé et saccagé de nombreuses boutiques, les mêmes commerçants étaient présents mais n'avaient pas ouvert leurs étals. Les villes de Pô (sud) et Tenkodogo (est), où des soldats mutins étaient également sortis dans les rues pendant le week-end, tirant en l'air et commettant des pillages, avaient également retrouvé leur calme lundi matin.

Au moins 43 personnes ont été blessées par balle depuis jeudi à Ouagadougou et deux à Pô, selon des sources hospitalières. Des cas de viols ont également été signalés.

Le mouvement de contestation était parti jeudi soir de la propre garde présidentielle du chef de l'Etat, Blaise Compaoré, puis s'est, les jours suivants, étendu à d'autres garnisons de la capitale, et des trois autres villes. Pour tenter de contenir cette révolte, Compaoré, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1987, a dissous son gouvernement et nommé de nouveaux responsables des forces armées.

Le pouvoir est confronté depuis février à plusieurs mouvements de contestation des jeunes, des magistrats, des commerçants et des soldats. Après la mort de Justin Zongo, au moins six autres personnes ont été tuées lors de manifestations violentes. Le 8 avril, des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté pacifiquement dans plusieurs villes du pays contre le régime Compaoré, dénonçant également des conditions de vie de plus en plus difficiles.

Blaise Compaoré a été réélu quatre fois avec plus de 80% des voix depuis son arrivée au pouvoir en 1987 par un coup d'Etat. Son mandat en cours, entamé en novembre 2010, doit théoriquement s'achever en 2015.

Libération 18 Avril 2011

Suite de la page (11)

pas non plus parlé de la commission d'études sur le terrorisme de Cheney — réunie par décret de Bush en mai 2001 — qui a été citée comme étant la source d'un ordre du Comité des chefs d'État-major Interarmées [le JCS] datant du 1er juin 2001. Cet ordre a modifié [ou a considérablement alourdi, en les rendant inopérantes] les conditions d'interception des avions détournés par l'armée de l'Air. Afin de parvenir à son compte-rendu restreint de la responsabilité de Cheney ce jour-là, la Commission a également — et de manière flagrante — négligé des comptes-rendus de témoins oculaires en complet désaccord avec la chronologie de cette même Commission, particulièrement ceux du directeur du contreterrorisme Richard Clarke et du ministre des Transports Norman Mineta.

Réseau Voltaire : Une grande partie de La Route vers le Nouveau Désordre Mondial — un ouvrage vraiment très riche par le nombre et l'importance des sujets abordés — traite de la géopolitique du pétrole, de la drogue et de l'armement et la manière dont elle est menée par l'État profond des États-Unis en Asie centrale ainsi qu'au Moyen-Orient depuis la présidence Carter. Sachant que la « guerre contre le terrorisme » perdure et s'étend aujourd'hui dans plus d'une soixantaine de pays (principalement par le biais d'opérations secrètes), quels sont selon vous les véritables origines et objectifs de celle-ci ?

Peter Dale Scott : Au commencement de la « guerre contre le terrorisme », il était très clair que les conseillers stratégiques des deux partis, autant que les groupes de réflexion (think tanks) tels que le Council on Foreign Relations, étaient préoccupés par la nécessité qu'avaient selon eux les États-Unis de préserver leur domination historique sur les marchés pétroliers mondiaux. Ils produisirent des documents appuyant l'idée d'un accroissement de la force militaire des États-Unis dans la région du Golfe persique, ainsi que l'idée d'adopter des plans militaires destinés, en particulier, à s'occuper de Saddam Hussein. Aujourd'hui, la « guerre contre le terrorisme » a continué de s'étendre, alors que l'on nous dit que les militants salafistes se sont déplacés — comme il était prévisible — dans de nouvelles régions du monde, notamment en Somalie et au Yémen, afin de préparer leurs représailles. Donc la « guerre contre le terrorisme » est devenue un test pour l'actuelle doctrine stratégique des États-Unis visant à accomplir une « domination totale » [« Full-spectrum dominance »] telle qu'elle a été définie dans l'important rapport du Pentagone intitulé Joint Vision 2020, appelant alors à assurer « la capacité des forces US, opérant seules ou épaulées par des alliés, de battre n'importe quel ennemi et de contrôler n'importe quelle situation par le biais de la gamme d'opérations militaires [disponibles] ».

Depuis la Seconde Guerre mondiale, chacune de ces escalades a été conduite par un lobby de la Défense financé à l'origine par le complexe militaro-industriel, et à présent par une demi-douzaine de fondations de droite disposant de fonds illimités. Au fil du temps, leur personnel a migré d'un groupe à un autre — l'American Security Council, le Comité sur le Danger Présent, le Projet pour le Nouveau Siècle Américain et aujourd'hui le Center for Security Policy (CSP) [3] —. Mais leurs objectifs se sont élargis au fil des ans, de maximaliser la présence militaire états-unienne jusqu'à restreindre les libertés individuelles afin d'empêcher la résurgence de tout mouvement anti-guerre aux États-Unis. (Je traite de l'expansion de cette faction de la Défense dans mon livre le plus récent, American War Machine).

Cet ordre du jour embrasse de plus en plus le Maccarthysme, pour ne pas dire le fascisme. Un certain nombre de groupes sont en train de nourrir une hystérie islamophobe rappelant l'hystérie anticommuniste des années 1950, appelant à une guerre apparemment sans fin contre l'Islam. Par exemple le CSP a récemment publié un document intitulé Shariah, The Threat to America [4], proclamant que la sharia est « la menace totalitaire prééminente de notre époque », avec des mises en garde alarmistes au sujet d'un « jihad infiltré » et d'un « jihad démographique ».

Réseau Voltaire : Cette « guerre contre le terrorisme » – dont les véritables fondements et enjeux sont loin d'être explicités par les gouvernements des pays membres de l'OTAN – a été initiée en 2001 en Afghanistan. Dans cet État, de puissants chefs de guerre alliés aux États-Unis dans les années 1980 (lorsque les moudjahidines combattaient les troupes soviétiques) sont aujourd'hui des acteurs prééminents du conflit en « AfPak » (l'entité géopolitique qui regroupe l'Afghanistan et le Pakistan). Prenons l'exemple symbolique de Gulbuddin Hekmatyar : les opinions publiques des pays de l'OTAN ne semblent pas véritablement réaliser qui est M. Hekmatyar. Pouvez-vous nous renseigner à son sujet ? Selon vous, en quoi symbolise-t-il le danger que représente une politique étrangère US qui, par manque de contrôle législatif et de visibilité publique, a notamment mené à l'explosion du trafic de drogue global ?

Peter Dale Scott : Avec peu d'agents leur étant loyaux en Afghanistan, les États-Unis décidèrent de conduire leur Opération Cyclone antisoviétique à travers les ressources de l'Inter-Services Intelligence (ISI, les services secrets pakistanais). À son tour le Pakistan, craignant les revendications des authentiques nationalistes afghans sur ses propres territoires frontaliers, dirigea le volume d'aides venant des États-Unis et de l'Arabie saoudite à deux extrémistes jouissant d'une base de soutien très restreinte en Afghanistan : Abdul Rasul Sayyaf et Gulbuddin Hekmatyar. Ce dernier, un Pachtoune Ghilzai venant du nord non Pachtoune, fut initialement entraîné à la résistance violente sous la direction des Pakistanais ; et il aurait été le seul leader afghan à reconnaître explicitement la ligne Durand définissant la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Sayyaf autant qu'Hekmatyar compensèrent leur manque de soutien de la part des populations locales en cultivant et en exportant massivement des opiacés durant les années 1980, encore une fois avec le soutien de l'ISI. Pour cette même raison, ces deux hommes collaborèrent avec les moudjahidines étrangers — soit les ancêtres de ce qui est aujourd'hui appelé al-Qaïda — qui affluaient en Afghanistan à cette époque ; et Hekmatyar, en particulier, aurait développé une proche relation avec Oussama ben Laden. Cet afflux de fondamentalistes wahhabites et déobandis est comme notable conséquence d'affaiblir la traditionnelle version soufie de l'islam local.

Au cours de la campagne antisoviétique, les forces d'Hekmatyar tuèrent un certain nombre de personnes soutenant Ahmed Shah Massoud, la principale menace aux plans d'Hekmatyar — par ailleurs soutenus par l'ISI — de dominer l'Afghanistan postsoviétique. Après le retrait de ces derniers, la CIA — allant à l'encontre des recommandations du Département d'État — instrumentalisa également Hekmatyar afin d'empêcher la constitution d'un gouvernement de réconciliation nationale, ce qui mena à une guerre civile qui provoqua la mort de milliers de personnes au cours des années 1990. Depuis l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis en 2001, Hekmatyar a dirigé sa propre faction de combattants pour obtenir un retrait des troupes de l'OTAN ; mais il serait plus ouvert que les Talibans ne le sont pour rejoindre un gouvernement de coalition dirigé par l'actuel président Hamid Karzaï. À Washington, d'importants officiels de la défense — tels que Michael Vickers — se réfèrent encore à l'Opération Cyclone comme étant « l'action clandestine la plus couronnée de succès » dans l'histoire de la CIA. Ils ne semblent pas être préoccupés par le fait que ce programme de la CIA a contribué à générer et à déchaîner al-Qaïda — la nouvelle justification postsoviétique pour les accroissements sans équivalent des budgets de défense — et à donner à l'Afghanistan son rôle actuel de principale source mondiale d'héroïne et de hachich.

Réseau Voltaire : En conclusion, au vu de la situation financière, économique, politique, sociale et même morale aux États-Unis comme dans de nombreux pays à travers le monde, êtes-vous confiant dans l'avenir ? Voyez-vous des signes encourageants d'une plus grande influence de ce que vous appelez la « volonté prévalente des peuples » dans la prise de décision politique – un processus qui est aujourd'hui plus oligarchique qu'il ne l'a jamais été ?

Peter Dale Scott : On dit que nous devrions voir chaque crise comme étant une opportunité. La crise des États-Unis, qui est également celle du monde, pourrait certainement être l'occasion de réformes de grande envergure des processus du capitalisme de marché qui ont engendré de tels écarts entre les très riches et les très pauvres. Malheureusement, ces processus ont également rendu les politiques traditionnelles et les méthodes de mobilisation encore plus inefficaces qu'elles ne l'étaient auparavant.

Dans mon livre, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, je défends le fait que des changements sociaux majeurs sont possibles lorsque l'oppression mène à la formation d'une opinion publique unie – ou de ce que j'appelle « la volonté prévalente des peuples » – en opposition à cette oppression. Je fais référence à des exemples tels que le mouvement des droits civiques dans le sud des États-Unis, ou le mouvement polonais Solidarnosc. Des développements technologiques tels que l'Internet ont plus que jamais rendu facile l'union des personnes, sur le plan national autant qu'international. Néanmoins, la technologie a également affiné les instruments autoritaires de surveillance et de répression, rendant la mobilisation activiste plus difficile qu'auparavant. Par conséquent, l'avenir est très incertain ; on pourrait dire que le système global actuel est plus instable qu'il ne l'a jamais été, et qu'il est possible qu'une forme d'épreuve de force puisse le changer.

Quoi qu'il en soit, je suis convaincu que nous vivons une période particulièrement stimulante. La jeunesse devrait continuer à se joindre comme elle l'a toujours fait à des mouvements aspirant au changement social, et à créer de nouveaux lieux propices à l'échange global. Et, par dessus tout, il n'y a aucune excuse pour le désespoir.

Réseau Voltaire : Nous vous remercions pour ces réponses éclairantes, Professeur Scott. Nous souhaitons que votre premier livre traduit en français connaisse auprès du public francophone le large succès qu'il mérite.

Entretien réalisé par Maxime Chaix et Anthony Spaggiari, les traducteurs du livre La Route vers le Nouveau Désordre Mondial. Cet ouvrage est disponible par correspondance auprès de la Librairie du Réseau Voltaire.

Né en 1929 à Montréal, Peter Dale Scott est un ancien diplomate, un poète et un auteur canadien. Il est également professeur émérite de Littérature anglaise à l'Université de Berkeley, en Californie. Renommé pour ses positions anti-guerre et ses critiques à l'encontre de la politique étrangère des États-Unis depuis la guerre du Viêt Nam, Peter Dale Scott est un auteur et analyste politique salué par la critique et reconnu par ses pairs, parmi lesquels son proche ami Daniel Ellsberg, qui est connu comme « l'homme qui fit tomber Nixon ».

Notes

[1] Les armées secrètes de l'OTAN, par Danièle Ganser, éditions Demi-Lune, 2007. Voir le chapitre 17 « La guerre secrète en Turquie ».

[2] « L'opium, la CIA et l'administration Karzai », par Peter Dale Scott, Réseau Voltaire, 10 décembre 2010.

[3] Os Senhores da Guerra, par Thierry Meyssan, éditions Frenesi (Lisbonne), 2002. Version française abrégée : « Les marionnettistes de Washington », Réseau Voltaire, 13 novembre 2002.

[4] « Le Center for Security Policy relance la «guerre des civilisations» », Réseau Voltaire, 5 janvier 2011.

Réseau Voltaire 5 avril 2011

Regards Critiques

Hébert Polycarpe : De l'Abstraction Symbolique

Prince Guetjens

Le survol des différentes palettes picturales de la dernière génération de maîtres de la peinture haïtienne que j'ai entamé, il y a quelques semaines, me conduit aujourd'hui sur les rives de la production d'un plasticien exceptionnel du nom d'Hébert Polycarpe; l'initiateur de la tendance en Haïti de l'*Abstraction Symbolique*.

L'importance de la proposition n'est pas sans interroger le parcours de son initiateur. Contrairement à ce que je fais d'habitude, je me vois obligé de souligner la trajectoire de ce créateur peu ordinaire qui choisit toujours de ne pas se mettre au premier rang, sous les feux de la rampe.

Hébert Polycarpe est originaire du Cap-Haïtien. Après ses études secondaires il est arrivé à Port-au-Prince pour étudier les *Arts Plastiques* à l'Enarts, et ensuite la *Philosophie* à l'Ecole Normale Supérieure. Il a réalisé et collaboré à pas mal de projets artistiques à travers le pays avant d'accéder au poste de Directeur des Etudes à l'Enarts. Dans le cadre des activités du Ministère de la Culture et de la Communication, au moment où Olsen Jean Julien essayait de promouvoir et d'accompagner le Vodou, il a tenté une expérience picturale dans les *Lakou Vodou Soukri* et *Badjo*, au cours de l'automne 2009, comparable à celle de *Soissons-La-Montagne,* conduite en 1974 par Maud Robart et Jean Claude Garoute, avec des nuances au niveau de l'orientation. Membre de la *Commission d'orientation, de Supervision et d'Evaluation du Carnaval de Port-au-Prince*, c'est lui qui a réalisé la grande sculpture (35 pieds par 14) placée à la rue Oswald Durand en face de la faculté de médecine (*mascotte 2009*).

La première fois que nous avions eu à discuter de sa démarche esthétique en ce qui a trait à l'*Abstraction Symbolique*, il y a une quinzaine d'années, dans les jardins de l'*Ecole Nationale des Arts* (Haïti), les arguments avancés par ce théoricien - artiste m'ont donné à voir une solide réflexion résultant de longs travaux théoriques en arts plastiques. Produire des *Symboles* revient à utiliser des formes, et particulièrement des figures géométriques et naturelles. Quant à concilier ces deux concepts, la démarche participe d'une association un peu spéciale où deux entités pour le moins opposables sont amenées à s'imbriquer l'un dans l'autre pour porter – transmettre une conception du monde par le biais des arts plastiques. En pareille circonstance, l'outil théorique se révèle d'une importance considérable.



Séance de travail de droite à gauche Polycarpe accroupi, Tiga et Doc Wor

Dans son approche, l'artiste met à caution le pouvoir de la peinture pour engendrer de par elle-même des formes à peine définies – ébauchées, dotées de la mission de provoquer d'intenses émotions sur les spectateurs, et particulièrement orientées vers le sanctuaire vodou. Le but serait que la peinture puisse enfin, au même titre que le tambour, la danse et le chant, déclencher des vagues d'émotions chez un initié, capable de le pousser à la transe, *pran lwa*.

Polycarpe peint comme on trace un *vêvê* penché en avant sur le support étalé par terre devant lui, parfois sous ses genoux ou sous ses pieds. À la manière des maîtres de l'*Expressionnisme Abstrait*, l'artiste jette ça et là les couleurs sur la surface ouverte et disponible, avant de les articuler *en un certain* désordre. Dans son œuvre, ce sont les couleurs elles-mêmes qui mènent la danse, créent le mouvement, musclent le ventre creux au hasard des nuances et des contrastes simultanés.



Sans titre #1 Abstraction Symbolique

Cette volonté mystique qui se veut irrationnelle on ne peut plus, pousse Polycarpe à interroger le rôle des lignes dans l'organisation de l'espace pictural. On est dans un univers fait d'émotions sublimées, traversé par une vibration mystique, comme un clin d'œil sur les premiers moments de l'apparition de l'art. En même temps, l'artiste voit dans cette manière d'appréhender le réel comme le moyen de créer une beauté profondément *humaine et enrichissante*, de construire un au-delà autrement équilibré, digne d'une humanité régénérée.

Hébert Polycarpe continue de développer sa théorie qu'il expérimente à travers une production complexe et plurielle, qui ne se limite pas uniquement à la peinture. Au niveau de la sculpture et dans d'autres médias, il poursuit cette quête du beau et de la vérité qui a toujours hanté les rêves des plus grands maîtres depuis les temps les plus reculés.